

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 10 • 5 MARS 2021 • CHF 3.-

**La presse romande en mutation
sous la loupe du Professeur
Philippe Amez Droz page 2**



**La Fondation berlinoise Rosa
Luxemburg ouvre un bureau
genevois page 3**



IL FAUT LE DIRE...

Dans le rouge, «Gauchebdo» doit passer au noir et blanc

La crise n'épargne pas Gauchebdo. Les comptes 2020 provisoires prévoient un déficit. Malgré une croissance de nos abonnés et abonnées, ainsi que le projet *Résistance* avec la section cantonale du POP, votre journal affiche encore trop de dépenses par rapport aux recettes. La crise sanitaire a eu un impact important sur les finances. Il s'est traduit par une augmentation exceptionnelle des charges de production et une baisse importante des dons et recettes publicitaires. Certains projets qui devaient nous rapporter des fonds comme à notre fête annuelle ont dû être abandonnés.

Face à cette situation, la Société d'édition s'est vue contrainte à renoncer temporairement à une publication en couleur pour passer au noir et blanc dès cette semaine. Nous espérons que nos lecteurs et lectrices comprendront cette nécessité.

Si les collectivités publiques ont beaucoup mis en avant la nécessité de soutenir la presse du fait de son apport au débat démocratique dans un pays fédéraliste comme la Suisse, force est de constater amèrement que seule la Ville de Genève a daigné insérer deux annonces dans notre journal durant la pandémie et offert la gratuité de deux caissettes à journaux. Au printemps, le Canton de Vaud a débloqué dans l'urgence un montant de 850'000 francs pour une campagne globale de publicité dans la presse écrite. *Gauchebdo* en a été exclu en tant «qu'organe de type politique et non généraliste». Au niveau fédéral, *Gauchebdo* a pu bénéficier durant les quatre derniers mois de 2020 de la gratuité de son acheminement postal, comme le reste la presse ayant reçu cette aide indirecte.

Cette semaine, le Conseil national a approuvé le paquet d'aide aux médias proposé par Simonetta Sommaruga. Il a accepté un appui de 120 millions pour le financement indirect de la presse, ainsi que 30 millions pour les médias en ligne. Faut-il encore que cette manne ne profite pas uniquement aux poids lourds du secteur comme Tamedia et Ringier, qui font de l'information un business parmi d'autres.

Dans un paysage médiatique romand et suisse toujours plus concentré entre les mains de grands groupes de presse, *Gauchebdo* veut pourtant continuer à défendre sa spécificité et son engagement infaillible pour ceux et celles qui subissent les désordres capitalistes de ce monde, encore plus en ce temps de pandémie.

Pour ce faire, nous vous appelons à vous abonner ou à abonner vos connaissances. Et plus que jamais à nous soutenir grâce à vos dons. En vous remerciant par avance encore et toujours pour votre soutien, qui ne se dément pas au fil des ans. Nous ferons tout, de notre côté, pour développer notre publication.

L a Société d'édition et la rédaction

Un 8 mars entre luttes et espérances

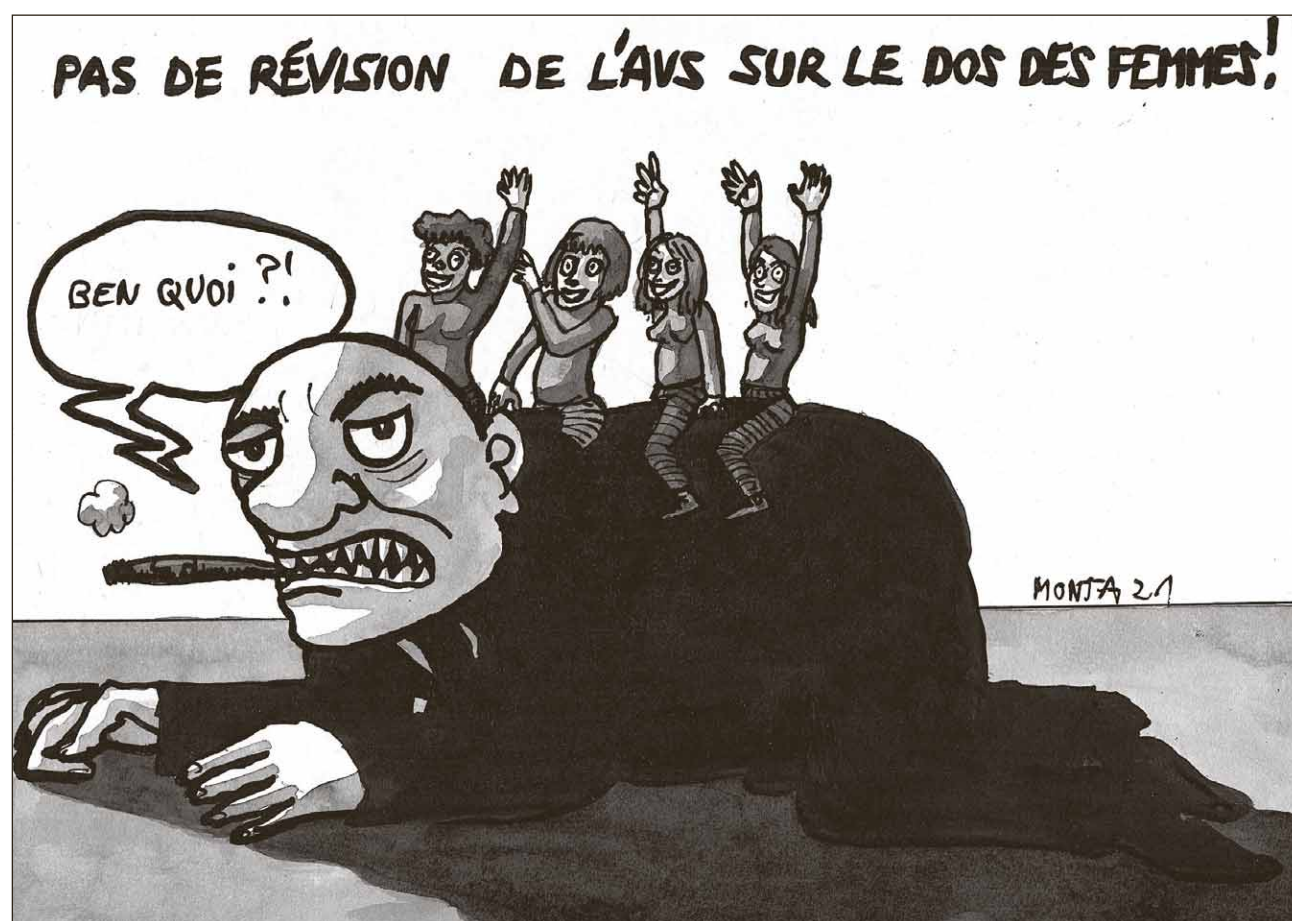
SUISSE • La Genevoise Charito Willemin et la Vaudoise Vanessa Monney, membres de la Grève féministe, reviennent sur les mobilisations du 8 mars pour la journée internationale des droits des femmes.

Le cahier des doléances est toujours aussi fourni pour cette journée de luttes, qui, depuis sa naissance en 1910 à occasion de la II^e conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, fait figure de caisse de résonance des revendications des femmes. «La crise sanitaire a renforcé encore les inégalités et montré que les femmes étaient en première ligne face à la pandémie, en occupant des postes essentiels de l'économie tant dans la santé que la vente, avec un surplus de travail à la maison, mais que la reconnaissance de ces tâches n'était toujours pas à la hauteur. Voilà pourquoi nous redisons aussi notre colère contre la réforme AVS21 de l'assurance-vieillesse, qui veut faire passer l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans. 300'000 personnes ont déjà signé un appel lancé par l'Union syndicale suisse contre cette réforme», souligne Charito Willemin, membre du secrétariat du Collectif genevois de la Grève féministe. «Nous voulons un système de prévoyance plus égalitaire, qui tienne compte du parcours professionnel plus précaire des femmes. L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes ne contribue que marginalement à améliorer le financement de l'AVS. Mettre fin aux inégalités salariales et augmenter les salaires y contribueraient davantage», renchérit Vanessa Monney. «Cette année, nous mettons aussi l'accent sur les violences sexuelles. Nous voulons modifier le Code pénal (CP) afin d'élargir la définition du viol et l'étendre aux contraintes sexuelles, indépendamment du sexe de la victime et aussi que le défaut de consentement soit reconnu dans les cas d'infractions sexuelles et pas seulement le recours à la violence comme le prévoit la révision du CP», explique encore notre interlocutrice.

Au niveau national, la Grève féministe et des femmes* a décidé de s'opposer à l'initiative du comité d'Egerkingen contre l'interdiction de se dissimuler le visage, «qui stigmatise les femmes musulmanes». «A Genève, nous appellerons à voter en faveur du fonds d'aide de 15 millions pour les victimes de la crise du printemps passé et nous nous solidarisons avec le milieu culturel frappé de plein fouet par le marasme», assure Charito Willemin.

Eco-féminisme

«Suite à nos Assises romandes, qui ont réuni 500 personnes en virtuel le 31 janvier, nous avons aussi décidé de



participer à la Grève du Climat du 21 mai dans une perspective éco-féministe (mouvement qui a émergé dans les années 1970 pour faire converger les luttes féministes et environnementales, ndlr). Le système capitaliste continue de détruire la planète et de se nourrir de l'exploitation du travail des femmes», explique Vanessa Monney. Elle met aussi en avant le *Manifeste pour une sortie de crise féministe* rédigé par le mouvement. Celui-ci demande, entre autres, un financement important et prioritaire des services publics et de l'éducation, la suppression des inégalités salariales et des discriminations dans le monde du travail, un plan fédéral de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et domestiques ou la fin des violences à l'encontre des personnes LGBTQI+. De même qu'une représentation paritaire des femmes dans toutes les institutions politiques et les organes décisionnels de l'Administration fédérale, cantonale et communale

Non-mixité des débats

Tout en saluant l'apport des théories du féminisme de l'intersectionnalité (théorisées par l'universitaire afro-féministe américaine Kimberlé Williams Crenshaw, qui montre que certaines personnes subissent simultanément plusieurs formes de stratification, domination ou de discrimination dans une société, ndlr), Charito

Willemin en appelle aussi à la nécessaire solidarité avec les luttes féministes internationales. «Ce nouveau type de féminisme, permet à des minorités racisées (terme désignant la condition d'une personne victime de racisation, c'est-à-dire qu'elle est assignée à une race du fait de certaines caractéristiques subjectives, ndlr) de s'insérer dans notre mouvement, à l'image du groupe des Foulards violets, un collectif de femmes musulmanes. Tout en étant anti-patriarcale, notre lutte se veut aussi anti-raciste, décoloniale et anti-extractivisme. Voilà pourquoi nous soutenons les mouvements des femmes dans le monde, qui défendent leur droit à l'avortement et nous revendiquons un vrai droit d'asile», souligne celle qui participe au mouvement au sein du collectif des femmes latino-américaines, Abya Yala, hommage au nom indigène de l'Amérique latine.

Au passage, les deux interlocutrices rappellent que le mouvement se veut autonome, même s'il collabore également avec d'autres forces, notamment des syndicats ou des associations sur certaines thématiques comme l'AVS ou pour mettre en place des actions sur les lieux de travail, comme cela s'était passé lors de la mémorable Grève nationale féministe et des femmes du 14 juin 2019. Celle-ci avait mobilisé durant la journée plus de 500'000 personnes au tra-

vail, dans leur quartier et dans la rue.

«Dans nos groupes de travail, chacune vient en son nom individuel. Certaines peuvent être syndiquées ou dans des partis, d'autres non. Mais il est clair que nous sommes toutes anti-patriarcales et anticapitalistes», explique Vanessa Monney, elle-même secrétaire syndicale au SSP.

Quid des hommes? Tout en rappelant que la spécificité du mouvement est sa non-mixité, il reste ouvert aux hommes solidaires et à ceux qui ne sont pas cisgenres (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance), qui peuvent concrètement soutenir les luttes féministes, en faisant leur part dans les activités de mobilisation. «Pour nous, il est important que les femmes prennent la parole pour leur genre et qu'à ce moment-là, nous soyons entre nous. Mais il est clair aussi qu'un véritable changement de société doit se faire en commun et inclure les hommes. Ceux-ci sont finalement aussi formatés et souvent contre leur gré par une société patriarcale, qui leur assigne un rôle», assure Charito Willemin. ■

Joël Depommier

Infos complémentaires sur le programme sur www.grevefeministe.ch

On écrit Grève féministe et des femmes* pour éviter d'exclure les personnes trans et non-binaires.

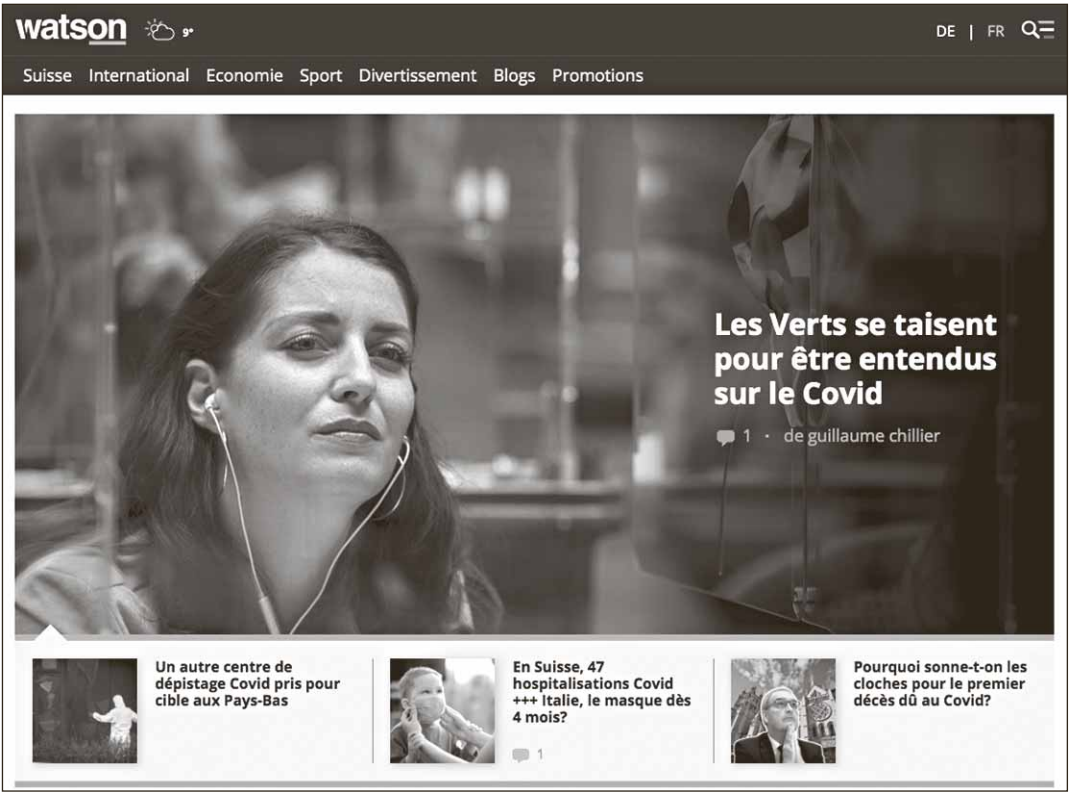
La presse romande en mutation

SUISSE • Exclusivement sur Internet, «Watson.ch» avec une rédaction d’une vingtaine de personnes, vient de débarquer en Suisse romande. Quels sont ses objectifs? Est-ce un apport pour la presse romande? Eclaircissements avec Philippe Amez-Droz, chargé de cours au Medialab de l’UNIGE.

Le paysage médiatique romand voit débarquer deux «Pure Players» (Watson.ch, Blick.ch). Comment l’expliquer alors que la presse est globalement en difficulté suite à la baisse de la pub liée au Covid?

PHILIPPE AMEZ-DROZ La marque Blick.ch dispose d’un positionnement issu d’un titre imprimé bien connu, le journal de boulevard Blick. Watson est apparu dans le paysage médiatique alémanique en 2014, à l’initiative du groupe AZ Medien (famille Wanner) avec comme rédacteur en chef un ancien de 20 Minuten, Hansi Voigt. Ces médias en ligne, 20 Minutes, Watson.ch et bientôt Blick.ch en Suisse romande, ont une caractéristique commune: leur ligne éditoriale qui cible les personnes jeunes urbaines actives sur les réseaux sociaux. Leurs contenus sont assimilables à de l’Infotainment (info-divertissement) avec une forte dimension narrative basée sur le storytelling. Ce sont, d’abord et surtout, des plateformes de contenus destinés à happer la publicité commerciale de dimension nationale.

Et ça marche: la marque 20 Minutes est leader du marché de la presse, imprimée et en ligne, et peut-être considérée comme le «Price Maker» majeur du marché de la publicité dans le segment Presse quotidienne en Suisse. L’effet de la pandémie est plus mesuré à l’échelon des annonceurs nationaux, notamment dans l’alimentation. L’irruption de nouveaux acteurs va intensifier la guerre tarifaire. Et cela peut impacter la presse quotidienne. Qui tire déjà la langue. Cette apparente diversité – plus de concurrence tarifaire mais des contenus très homogènes pour ce qui concerne ces gratuits – risque de ralentir la volonté de soutenir la presse écrite imprimée. Voire d’annihiler les efforts consentis à ce jour. Ce serait le pire des dommages collatéraux.



Watson.ch, ce nouveau titre en Suisse romande participe à une forme d’homogénéisation des contenus.

DR

Les plans d’aide à la presse (Ville de Genève, canton de Vaud, aide fédérale) se suivent. Qu’en pensez-vous? Sur quels critères faut-il attribuer cette aide selon vous? Je ne dirais pas que les plans d’aide à la presse écrite se succèdent. On en parle et on en débat depuis plusieurs années aux Chambres fédérales. J’ai été moi-même auditionné, avec le professeur Patrick-Yves Badillo, à Genève et dans le canton de Vaud. Ce dernier est le plus avancé en matière de projet que je ne qualifierais pas d’aide directe, mais de soutien à divers formats de presse locale,

inclus l’encouragement à l’abonnement des jeunes, etc. Les intentions des parlementaires sont de ne pas laisser disparaître une presse locale participant à la formation de l’opinion et resserrant les liens sociaux de proximité. Il s’agit d’enjeux importants dans un Etat fédéraliste comme la Suisse. Avec la dématérialisation des médias, la notion de territorialité a perdu de son importance. L’aide indirecte, notamment via un subventionnement de la distribution par La Poste (dont bénéficie aussi GaucheBdo, ndlr), doit

encore être élargie. Sa répartition a déjà été revue.

Le Temps a été racheté par la fondation Aventinus. Que pensez-vous de ce modèle de financement? Ce rachat ne fausse-t-il pas in fine la concurrence? Le rachat du Temps par un collectif de fondations et de mécènes privés pose plusieurs questions fondamentales: la première, pourquoi des éditeurs propriétaires historiques de la marque Le Temps, issue d’une fusion entre deux quotidiens, l’ont-ils abandonnée alors qu’ils affirment en permanence soutenir le journalisme de qualité. Franchement, les réponses obtenues à ce jour sont défaillantes. La seconde, pourquoi les deux rédacteurs en chef sortant n’ont pas voulu continuer dans la même barque après la cession à ce qui a été présenté par François Longchamp (ancien Conseiller d’Etat PLR et responsable de la Fondation Aventinus) comme une opportunité rare de défendre la presse de qualité basée sur la réflexion, l’enquête, etc. Là aussi, ces départs sont susceptibles d’interpeller et coïncident peut-être avec l’arrivée d’une tutelle non souhaitée. La troisième pose évidemment la question de la pérennité d’un modèle d’affaires qui dépend du mécénat. Contrairement au modèle participatif ou collaboratif, prônant l’abonnement ou le don anticipatifs pour permettre à la rédaction d’être autonome, le mécénat implique des règles qui cadrent ou encadrent le produit. Il faut donc souhaiter que les membres du conseil de fondation soient non seulement des personnes compétentes mais aussi transparentes quant aux attentes, formulées ou non, à l’adresse de la rédaction. On l’a vu aux Etats-Unis et même en France, avec Le Monde, les mécènes ont encore et toujours aussi leurs humeurs... ■

Joël Depommier

Tirer les leçons de Fukushima

NUCLÉAIRE • Alors que nous découvrons l’ampleur et les affres d’une crise sanitaire majeure sur notre santé, économie et système politique, «Sortir du nucléaire» envisage d’autres possibles. Sans l’atome.

S’appuyant sur la terrible expérience vécue par la province de Fukushima (Japon) suite à un accident nucléaire, Sortir du nucléaire nous invite à une réflexion citoyenne pour se préparer au pire. La catastrophe connaît ses dix ans le 5 mars de cette année. Dans l’après-midi du 11 mars 2011, une terrible succession d’événements se produit. Elle prend naissance par un tremblement de terre entraînant un tsunami. Qui mènera à un défaut de refroidissement des réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi située sur la côte est de l’Archipel. Au final, c’est la fusion totale d’au moins deux réacteurs. D’où d’importants rejets radioactifs répandus depuis dans l’environnement.

Sensibiliser la population

A l’occasion de ce triste anniversaire, et dans le

cadre de sa campagne «prévention du nucléaire», la section romande de Sortir du nucléaire, a réalisé un entretien vidéo avec le Directeur du CRIIRAD¹ et physicien nucléaire, le Pr. Bruno Chareyron. Ce dernier revient sur son expérience auprès de la population victime de l’accident. Il en tire un certain nombre de leçons, qui sont autant d’avertissements à destination de la Suisse.

Le scientifique alerte sur l’incapacité ou le manque de volonté dont peut faire preuve un Etat à informer sa population sur la réalité et l’importance des contaminations ou habitabilité des zones touchées notamment. Et à la protéger des risques encourus en cas de catastrophe. Pour contrer ces périls, l’homme invite à sensibiliser la population et à perfectionner les dispositifs réglementaires. En cas d’accident quel est

le seuil de radioactivité qui rend une zone inaccessible? Comment est-il décidé et par qui? Est-il suffisant? En l’absence de notions dans les domaines, le contrôle démocratique sur les réponses à ces questions devient compliqué.

Pastilles d’iode

Sur un autre aspect, Bruno Chareyron rappelle la nécessité d’une prise préventive avant une catastrophe de pastilles d’iode. Ces dernières visent à empêcher l’iode radioactif de se fixer dans la thyroïde pour réduire le risque de cancer. Il nous amène à nous interroger. A-t-on des stocks? Sont-ils suffisants? Dispose-t-on d’une logistique qui les rend rapidement accessibles? Le scientifique estime qu’habitant un petit pays, chaque Suisse.sse devrait en avoir en stock. Autant de questions qui ne sont pas sans rappe-

ler celle des stocks de masques ayant fait défaut au début de la crise actuelle. Il a d’abord été indiqué par les autorités qu’ils étaient nécessaires uniquement pour les malades. Ceci avant qu’ils ne deviennent indispensables dans les transports et les magasins.

A travers cet entretien, le Pr. Chareyron souligne combien les enjeux d’une crise majeure appellent une anticipation politique, mais aussi citoyenne. Pour la nourrir, l’interview complète est disponible sur la page Facebook de Sortir du nucléaire-Suisse romande et de nombreuses autres informations sont consultables sur les sites sortirdunucleaire.ch et criirad.org. ■

Jorge Simao

¹ La Commission de recherche et d’information indépendantes sur la radioactivité fut créée en 1986 suite à l’accident de Tchernobyl.

DPD, suite et surtout pas fin

LUTTES • Suite à leur rapport sur les conditions de travail des livreurs de DPD en Suisse, le syndicat Unia a mené une action à Paris devant le siège de l’entreprise avec les syndicats français CGT et SUD.

Branle-bas de combat ce 1^{er} mars devant le siège de DPD Europe et de la société mère GeoPost (détenue par le Groupe La Poste). Unia et les syndicats français CGT et SUD y ont remis le rapport sur le «Système DPD», qui relate la multiplication des abus commis en Suisse. Ils ont attiré l’attention des responsables sur le fait qu’une entreprise appartenant à la poste française - et

en dernière instance aux contribuables français - précarise les conditions de travail sur le marché postal suisse et menace la paix sociale.

Les trois entités ont revendiqué ensemble la mise en œuvre de l’accord international conclu entre les syndicats et GeoPost, qui garantit les droits syndicaux des salarié.e.s et prévoit des négociations avec les syndicats représentatifs. «Mais à ce jour,

DPD (Suisse) SA refuse de négocier avec Unia, et cela bien que le syndicat ait été mandaté pour ce faire par un grand nombre de livreuses et livreurs, ainsi que par des employé.e.s de dépôts. Unia exige de DPD l’ouverture immédiate de négociations, cette semaine encore», a expliqué le syndicat suisse. Depuis la semaine dernière, des réunions de protestation ont eu lieu devant les dépôts de DPD dans

notre pays. «Des membres d’Unia de plusieurs dépôts de DPD rapportent devoir signer sous la contrainte des documents attestant qu’ils n’ont jamais effectué d’heures supplémentaires. Nous enquêtons sur ces témoignages. Au lieu d’accepter enfin le dialogue et de chercher le moyen de compenser le travail gratuit accompli par les chauffeuses et chauffeurs, DPD et les entreprises sous-traitantes

enfouissent encore un peu plus la tête dans le sable. Nous n’avons connaissance jusqu’ici ni d’heures supplémentaires qui auraient été payées, ni de remboursements des retenues illégales sur les salaires», souligne encore le syndicat suisse. Le combat continue et des assemblées de mobilisation sont d’ores et déjà prévues comme ce mercredi à Guibiasco au Tessin. ■

Réd.

Rosa Luxemburg revient en Suisse

SUISSE • La Fondation Rosa Luxemburg de Berlin ouvre un bureau à Genève. Organisation internationale progressiste à but non lucratif, elle compte travailler sur des sujets relatifs aux questions sociales en coopération avec des institutions progressistes, des universités, des syndicats et des mouvements sociaux. Interview d'Eva Wuchold, directrice de programmes sur les droits sociaux.

Pourquoi la Fondation Rosa Luxemburg ouvre une antenne à Genève et avec quels objectifs?

EVA WUCHOLD Le bureau de la Rosa-Luxemburg-Stiftung (RLS) à Genève a pour objectif de renforcer le travail mené à l'échelle internationale par la Fondation. La solidarité internationale est un enjeu clé pour la transition socio-écologique et la mise en œuvre des droits sociaux sur le plan mondial. Et des Nations unies revitalisées pourraient jouer un rôle décisif dans cette transformation. Dans ce contexte, le bureau de la RLS à Genève sert de lien entre les Nations unies et d'autres organisations internationales basées à Genève, et les partenaires de la RLS dans les pays du Sud qui luttent pour leurs droits.

En tant qu'espace de réflexion critique, la Rosa-Luxemburg-Stiftung facilite les discussions sur les processus politiques et le développement d'alternatives tout en agissant comme un «hub», un carrefour pour des projets éducatifs émancipatoires: nous partageons et diffusons les connaissances afin d'encourager toutes les formes d'auto-organisation et de participation. Les bureaux de la RLS à Genève remplissent donc deux tâches principales: traiter les questions relatives aux Nations unies, ce qui inclut la coopération avec des personnes et des représentant.e.s politiques de l'hémisphère sud, et travailler avec des progressistes dans les universités, les syndicats, les mouvements sociaux, les institutions et les groupes de réflexion.

Le bureau de la RLS à Genève fait partie du réseau mondial de la Rosa-Luxemburg-Stiftung, qui comprend des bureaux régionaux et internationaux dans 28 pays, et collabore avec des centaines d'organisations partenaires, d'organes politiques et d'individus dans plus de 80 pays. Notre travail vise à soutenir les forces politiques émancipatrices et à aider à forger des modèles sociaux alternatifs fondés sur les valeurs du socialisme démocratique. Notre vision d'une société future repose sur la pleine réalisation des droits démocratiques et sociaux pour toutes et tous, un ordre économique mondial socialement juste et écologiquement durable, l'égalité des sexes et le féminisme, la solidarité internationale et la paix.

Entendez-vous aussi collaborer avec des partenaires en Suisse et sur quels thèmes?

En tant que bureau de la RLS à Genève, nous avons déjà commencé à collaborer avec divers partenaires en Suisse, qui agissent principalement, mais pas seulement, au niveau international. Mais ce n'est que le début!

Notre travail se concentre actuellement sur trois thèmes, qui sont également traités par de nombreuses organisations de la Genève interna-



La Fondation Rosa Luxemburg a son siège à Berlin et a ouvert un bureau à Genève.

DR

tionale: les droits sociaux, la transformation socio-écologique et l'organisation internationale des travailleurs.

Avec nos partenaires en Suisse et internationaux, nous allons organiser des conférences, des séminaires, des ateliers et des événements parallèles aux conférences des Nations unies, mais aussi des projets de recherche dans le but d'accompagner les processus et de soutenir les partenaires dans la défense de leurs intérêts au niveau international. Nous impliquons des acteurs non étatiques (militant.e.s d'ONG, syndicalistes, universitaires) ainsi que le personnel des organisations internationales basées à Genève. Ces initiatives seront complétées par des publications, des études ou des rapports et d'autres supports médiatiques, pour lesquels nous allons développer des partenariats également en Suisse.

Comment voyez-vous le panorama de la gauche de la gauche en Europe? A t-elle un avenir?

La gauche en Europe n'est pas dans une très bonne situation. Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder les résultats des élections européennes de 2019. Presque tous les partis de gauche ont subi de lourdes pertes. Ensemble, ils ne sont pas parvenus à être visibles comme une force politique alternative forte face aux partis néolibéraux et à l'extrême droite.

Pour devenir plus efficace, la coopération de la gauche en Europe, par exemple dans le Parti de la Gauche européenne, doit changer structurellement. La gauche en Europe doit développer un profil politique plus fort sans pour autant renoncer à sa pluralité et à son ampleur. Elle doit également redevenir capable d'agir. La gauche en

Europe a besoin d'un nouveau départ. Il s'agit donc d'initier des processus politiques qui permettent de faire évoluer la politique européenne dans une direction progressiste.

Que la gauche en Europe ait, voire doive avoir, un avenir ne fait aucun doute. Les crises actuelles, en particulier la crise climatique, ne peuvent être abordées qu'avec des approches progressistes. En ce qui concerne la crise de la Covid-19, la gauche en Europe a exigé des mesures immédiates pour combattre les conséquences de la crise et un changement radical de politique, ouvrant une voie nouvelle plaçant les gens au cœur de la société. Au-delà de la crise actuelle, nous avons besoin d'une transformation socio-écologique, qui nécessite une gauche dont la caractéristique est de combiner la question écologique et la question sociale dans la perspective d'une transformation fondamentale du système capitaliste. Et nous avons également besoin d'une gauche en Europe qui s'exprime fortement contre la militarisation de l'Union européenne parce que personne d'autre ne le fait.

En quoi Rosa Luxemburg peut nous aide à analyser le présent?

La Rosa-Luxemburg-Stiftung soutient la recherche sur Rosa Luxemburg dans le monde entier depuis une bonne trentaine d'années. Néanmoins, il existe de nombreux écrits, sujets et aspects de Rosa Luxemburg qui sont peu connus. Par exemple, la théorie de Rosa Luxemburg sur le colonialisme, l'impérialisme et la guerre, longtemps largement ignorée – ou encore formulée scientifiquement: sa théorie de l'accumulation – qui ouvre notamment des approches permettant

de comprendre la destruction de la société et de l'environnement par le mode de production capitaliste.

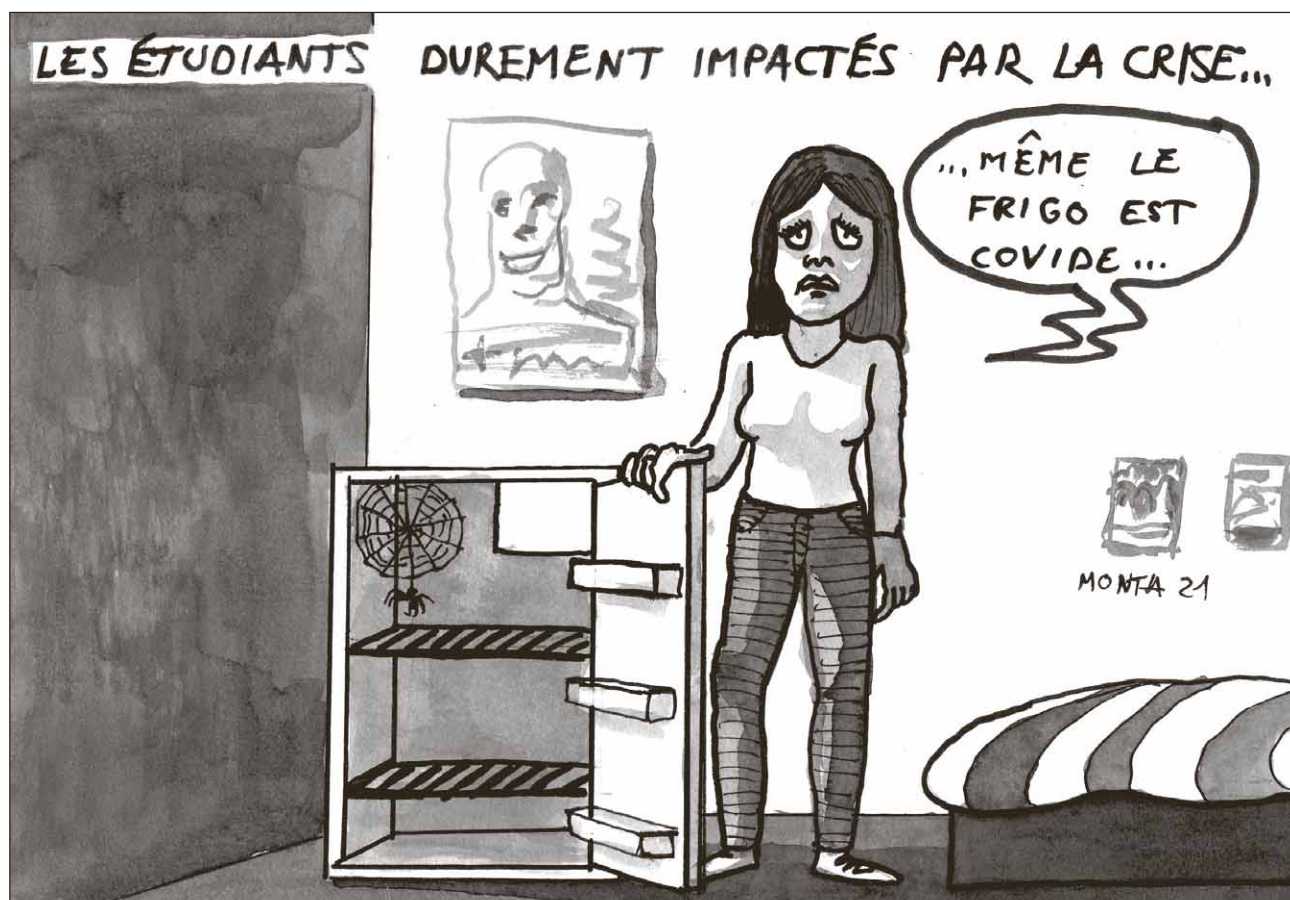
D'autre part, l'idée de Rosa Luxemburg sur les limites de la capitalisation réapparaît dans le discours écologique. Le modèle actuel d'«accumulation par expropriation» est lié, entre autres, à des problèmes agricoles qui ne sont pas durables: expansion des monocultures, utilisation de pesticides, dégradation des sols, déforestation, destruction de la biodiversité, gaspillage des ressources en eau, pollution des sources d'eau, menace pour la sécurité alimentaire, augmentation des prix des denrées alimentaires. Le capital ne peut pas s'accumuler éternellement, non pas parce que le capitalisme trouverait sa limite logique et historique – comme le pensait Rosa Luxemburg – mais à cause des limites naturelles de notre planète.

Le concept de «realpolitik radicale» de Rosa Luxemburg peut encore être utile aujourd'hui, pour «aller à la racine». Cette tentative n'est pas facile, surtout au vu de la domination des marchés mondialisés et des rapports de force qui cherchent à échapper aux tentatives de régulation par la politique. Mais ce sont précisément de telles approches d'une «realpolitik radicale», qui peuvent montrer des pratiques solidaires de socialisation, au-delà de la logique d'exploitation et des contraintes du capital, et qui sont aujourd'hui passionnantes pour la gauche.

Une autre approche de Rosa Luxemburg, qui est d'une importance vitale aujourd'hui, est son rejet du nationalisme. Ce rejet n'est pas seulement l'expression d'une attitude cosmopolite au sens le plus large du terme (Rosa Luxemburg parlait le polonais, l'allemand et le russe, ainsi que le latin et le grec ancien, connaissait le français, savait lire l'anglais et comprenait l'italien), mais en même temps le résultat de son analyse selon laquelle la lutte du prolétariat ne peut réussir que si elle n'est pas divisée par les frontières étatiques. Aujourd'hui, les approches visant à surmonter les véritables défis humains que sont les pandémies ou le changement climatique par le biais de la réglementation de l'État-nation ont atteint leurs limites. Et pourtant, alors qu'une organisation à l'échelle internationale est particulièrement urgente aujourd'hui, nous assistons à des manœuvres de retrait des accords et processus internationaux et à un repli vers les États-nations.

Enfin, l'apparente évidence avec laquelle Rosa Luxemburg, en tant que femme, a demandé et fait valoir son droit à une participation politique égale est encore impressionnante de nos jours. ■

Propos recueillis par Joël Depommier, avec la collaboration de Jeanne Planche



Des représentants du SYKP à Lausanne



Le coprésident fondateur du Parti socialiste de refondation - SYKP, Tuncay Yilmaz et le porte-parole du SYKP Europe, Selim Ünay, ont visité le stand électoral du POP Lausanne, le samedi 20 février. Ils ont souhaité plein succès à tous les candidats, notamment à Ayten Karakuyu Gür, Aydın Gürsel Bakır, Özlem Dursun, Sevgi Koyuncu et Behram Alabay, qui figurent sur la liste. «Avec la pandémie, les travailleurs, les femmes, les LGBTIQ+, les écologistes, les peuples exploités et les immigrants devraient s'unir et lutter contre l'impérialisme, le capitalisme et le patriarcat, dont le vrai visage est encore plus apparent actuellement», a souligné Tuncay Yilmaz. Déclarant que «tous les opprimés et exploités devraient proposer de reconstruire le socialisme contre le mouvement de restructuration du capitalisme, marquée par l'industrie 4.0 et la technologie de l'intelligence artificielle».

Réd.

Campagne pour libérer Öcalan

SOLIDARITÉ • Une campagne internationale vient d’être lancée pour la libération d’Abdullah Öcalan emprisonné depuis 1999.

Fondateur du mouvement de libération kurde en 1974 en réponse à l’oppression militaire des Kurdes par la Turquie, Öcalan a été influencé par les idées socialistes marxistes et s’est engagé à l’époque à réaliser un Etat séparé pour le peuple kurde. Depuis 2005, il a transformé la politique du mouvement de libération avec de nouvelles idées basées sur l’auto-libération des femmes, l’écologie et la démocratie de base comme alternative à l’Etat-nation.

Depuis sa cellule de prison, Öcalan a continué à développer ces idées en une philosophie connue sous le nom de Confédéralisme démocratique. Enracinées dans l’histoire de la région et dans le mouvement ouvrier international, ces idées représentent le socialisme du XXI^e siècle. «Entre 2013 et 2015, un processus de paix a bien existé entre le gouvernement turc et le leader politique kurde emprisonné Abdullah Öcalan, mais le président Erdogan l’a brusquement abandonné

en faveur d’un retour à la violence et au bain de sang», relèvent les instigateurs de la campagne. Ces derniers demandent aussi que soit mis fin à la persécution politique de toutes les personnalités de l’opposition et la libération de tous les prisonniers politiques. Ils exigent aussi la fin des opérations militaires de la Turquie dans le nord-est de la Syrie et en Irak et un nouveau processus de paix avec une implication et un soutien international complet. ■

Réd.

De la planification

ANLAYSE • Lors des négociations sur la réforme de la Caisse de Pension de l’Etat de Vaud (CPEV), on nous a fait assister à une belle farce: des «experts» capables de faire des prévisions à 40 ans de distance.

Des gens très sérieux, au look très sérieux, avec des cravates très sérieuses, qui sont venus nous expliquer calmement que selon leurs calculs, une augmentation de X% par an sur quarante ans nous amènerait au taux de couverture de 80% exigé par le parlement fédéral. Une simulation mathématique, une belle pente régulière pendant plusieurs décennies, toute droite, simulant une évolution tranquille et positive des rendements financiers. Ces experts très sérieux étaient très fiers d’avoir tiré une ligne bien droite. Bravo à eux, ils ont réussi à utiliser une règle.

À l’époque quelqu’un - je crois que c’était moi - avait cyniquement fait remarquer que 40 ans plus tôt, le mur de Berlin était encore debout et que la CIA n’avait pas prévu sa chute. Et qu’on se trouvait à peine quatre ans après la crise des subprimes, que personne n’avait anticipée. Bien sûr, je n’ai eu aucun impact.

À l’heure où la crise du Covid paralyse le monde, on pourrait en profiter pour réfléchir à ce que la planification veut dire. Planifier, ça ne veut pas dire «dresser une courbe qui va d’un point A à un point B dans le temps», et prier pour avoir raison. Planifier, ça veut dire anticiper. Réfléchir à des scénarios. Imaginer des réponses appropriées. Adapter une réponse immédiate et flexible dans un plan à long terme.

En l’occurrence, on peut tout à fait admettre qu’une pandémie est difficile à anticiper, et qu’une part d’improvisation s’impose. D’ailleurs, la population suisse semble avoir globalement partagé cet avis lors du premier confinement. On s’est pris une méchante crise, on a serré les dents et on a fait bloc, en espérant passer le cap.

C’est ensuite que ça a déraillé. Durant les mois qui ont suivi. Parce qu’on était en droit d’attendre davantage de planification que la navigation à vue qui semble toujours être le seul message que nous recevons de nos politiques depuis plusieurs mois. Evidemment, il est nécessaire de prendre en compte les résultats du terrain (taux de vaccination, nombre de décès, etc.) pour décider de l’évolution des mesures et de leurs durées. Mais ce que j’aimerais, c’est un deuxième discours en parallèle. Un discours qui parle du long terme. Qui me donne envie de soutenir les mesures prises. Un discours

qui m’explique la vision du Conseil fédéral pour la Suisse. Où nous voit-il dans une année? Comment vivra-t-on avec le virus? Le Conseil fédéral compte-t-il sur le fait qu’une fois suffisamment de la population vaccinée, le Covid-19 disparaîtra? Estime-t-il au contraire qu’un vaccin adapté aux nouveaux variants sera nécessaire chaque année? Comment compte-t-il, à terme, éviter la surchauffe du personnel soignant?

J’ai le droit - nous avons tous le droit - de demander aux politiques de définir une vision et une trajectoire pour la Suisse. Toutes les questions que je soulève ici - et bien d’autres, nécessitent de pouvoir se projeter dans l’avenir, de définir ce à quoi l’on veut que notre pays ressemble dans cinq, dix, quinze ans. Et cela n’empêche en rien de garder une marge de manœuvre sur l’ouverture des restaurants au 15 ou au 30 du mois.

Et je ne dis pas que nous serions d’accord avec la vision proposée, à plus forte raison lorsqu’elle émanerait d’un Conseil fédéral et d’un parlement bien de droite. Mais d’une part, le pouvoir fédérateur d’une vision à long terme permettrait de mettre en perspective les sacrifices demandés à chacun et assurerait davantage de cohésion populaire. Il nous indiquerait que nos politiques ne sont pas uniquement préoccupés par des chiffres qu’ils ne maîtrisent nullement, mais qu’ils sont capables de développer une réelle vision d’avenir.

D’autre part, cette absence de vision à long terme manque en réalité depuis longtemps, dans notre pays comme dans d’autres. L’objectif de réduction des émissions de dioxyde de carbone est un bon exemple de ce qu’il faudrait élaborer. Des projets ambitieux. Des plans à long terme pour le pays.

Mais cela demande la capacité d’action d’un Etat, des moyens et la volonté politique d’aller quelque part. Un exercice impossible pour des politiciens acquis au néolibéralisme et convaincus par la seule action du libre-marché.

La crise actuelle nous démontre l’incapacité structurelle du néolibéralisme à faire face à une crise d’ampleur. Et malheureusement, d’autres occasions de le constater nous seront probablement données. ■

Nicolas Turttschi

ON NOUS ÉCRIT

Boycott de Cuba

Par lettre recommandée, Martin Herrmann a dressé le 21 février dernier ses «vives protestations» à la directrice générale de la Banque Clerc (Bâle) pour «complicité de crimes contre l’humanité» selon lui. Sous l’impulsion de l’intéressé, nous en reproduisons ici des extraits.

Par différentes voies, j’avais pris connaissance de votre refus d’effectuer des versements bancaires à but humanitaire mentionnant Cuba, à l’intérieur de la Suisse. Décision apparemment prise en raison de «sanctions» en vigueur à l’encontre de Cuba.

Il m’est difficile de croire que votre direction ignore que la république de Cuba n’a jamais été cible de sanctions internationales. Que vous ignoriez que le droit international stipule, dans la charte des Nations Unies sous article 2, alinéa 4: «(Les

membres) s’abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l’emploi de la force, soit contre l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.» Que vous ignoriez que l’assemblée générale de l’ONU vote année après année une résolution contre le blocus mis en scène par un seul pays, sans la moindre légitimité, à l’encontre de tous les traités et du droit international. Que ce blocus constitue dès lors sans aucun doute un crime contre l’humanité. Que ce même pays exempté malgré tout expressément l’aide humanitaire du blocus.

Dès lors, je dois admettre, ou du moins supposer, que votre banque se rend complice de crimes contre l’humanité en toute connaissance de cause. Outré par une telle attitude de la part d’une banque revendiquant, au moins au passé, l’humanité et les relations humaines, je ne peux accepter de maintenir un compte auprès de cet établissement... Compte tenu de la gravité des faits, je me permets de publier cette lettre. ■

Martin Herrmann

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

«King Kong Théorie» de Virginie Despentès

Virginie Despentès, j’en avais entendu parler à propos de son premier livre, *Baise-moi* (1994). Malgré son succès, je n’avais pas eu envie de lire l’histoire de deux femmes pauvres qui se lancent à travers la France dans une cavale violente, ponctuée de meurtres gratuits, beuveries et racolages.

Le week-end dernier, chez une amie, je suis tombée par hasard sur un autre Despentès: *King Kong Théorie* (2006) dont, je le confesse, je n’avais pas entendu parler, moi qui suis pourtant à l’affût des livres de femmes qui parlent de femmes et abordent la question de notre «infini servage», comme le chante Jean Ferrat.

Là, je suis servie! Je l’ai lu d’une traite, avec jubilation. Et tristesse. Elle commence fort: «J’écris de chez les moches, pour les moches, les frigides, les mal baisées, les imbaissables, toutes les exclues du grand marché à la bonne meuf, aussi bien que pour les hommes qui n’ont pas envie d’être protecteurs, ceux qui voudraient l’être mais ne savent pas s’y prendre, ceux qui ne sont pas ambitieux, ni compétitifs, ni bien membrés. . . la femme blanche heureuse qu’on nous brandit tout le temps sous le nez, à laquelle on devrait faire l’effort de ressembler, je crois bien qu’elle n’existe pas.»

Virginie Despentès est née en 1969, elle a pu mener une vie libre dès 14 ans, a quitté la maison à 17, couché avec des centaines de mecs sans tomber enceinte, mais savait où avorter. Elle a fait du stop, a été violée, a refait du stop, voulait avoir une vie d’homme.

Les femmes sont fliquées par les hommes, qui continuent à se mêler de nos affaires et indiquer ce qui est bon ou mal pour nous. Il faut minorer sa puissance, jamais valorisée chez une femme. Le look ultra sexy de beaucoup de jeunes filles serait une manière de rassurer les hommes: «Malgré ma culture, mon intelligence, mon ambition, je ne vise qu’à te plaire.» Parce que nous avons assimilé jusqu’à l’os l’idée que notre indépendance est néfaste.

La maternité est valorisée comme jamais. On fait cependant des enfants dans une société en dégringolade, où le travail salarié est une condition de survie sociale, mais n’est garanti pour personne, surtout pas pour les femmes, où le logement est précaire, l’école démissionne, les enfants sont soumis aux agressions mentales les plus vicieuses, via la pub, la télé, Internet, les marchands de sodas. Malheureusement, la révolution féministe des 70’s n’a donné lieu à aucune réorganisation concernant la garde des enfants ni la gestion de l’espace domestique. Nous ne nous sommes pas approprié l’espace public, nous n’avons pas créé les crèches nécessaires.

Les hommes se plaignent que l’émancipation féministe les dévirilise, ils regrettent un état antérieur, quand leur force prenant racine dans l’oppression féminine. Ils oublient le coût à payer: les corps des femmes n’appartiennent aux hommes qu’en contrepartie de ce que les corps des hommes appartiennent à la production, en temps de paix, à l’Etat, en temps de guerre. Il n’y a de gagnants dans cette affaire que quelques dirigeants.

Après le viol qu’elle subit, avec une copine, par trois hommes, Virginie s’interroge. Elle finit par comprendre que le viol est si fréquent qu’il fait intégralement partie des relations hommes/femmes. C’est dans notre culture, dès la Bible. La parole des femmes est toujours mise en doute. Au lieu de prononcer le mot «viol», la plupart des hommes édulcorant, disent qu’ils ont «un peu forcé», «un peu déconné», que la fille était «consentante» ou faisait «semblant de ne pas vouloir». Les femmes non plus ne prononcent pas le mot, elles disent «agressée», «embrouillée», «une galère», etc. La survie d’une femme violée parle contre elle: elle aurait dû mourir. Et il ne faut surtout pas qu’elle en parle. La vie militaire est une occasion régulière de pratiquer le viol collectif «pour la bonne cause», une «stratégie guerrière» pour affaiblir le camp adverse.

Despentès fait référence à Camille Paglia, féministe américaine controversée. Si les femmes veulent sortir et circuler librement, elles doivent accepter le risque du viol, et s’en remettre. De victime, la femme violée peut devenir une guerrière. Une entreprise politique ancestrale, implacable, apprend aux femmes à ne pas se défendre, avec une double contrainte: nous faire savoir qu’il n’y a rien de plus grave et en même temps, qu’on ne doit ni se défendre ni se venger. On s’obstine à faire comme si le viol était extraordinaire et périphérique, comme s’il constituait une situation exceptionnelle, alors qu’il est au contraire au centre de nos sexualités. Rituel sacrificiel central, il est omniprésent dans les arts, depuis l’Antiquité. Le viol synthétise un ensemble de croyances fondamentales concernant la virilité.

Le désir féminin est passé sous silence jusque dans les années 50. La première fois que des femmes se rassemblent massivement et font savoir qu’elles sont désirantes, traversées de pulsions brutales, c’est à l’occasion des premiers concerts de rock. Elles rugissent, couvrent le son de la musique. Mais on ne veut pas les entendre, on parle d’hystérie de groupies. Ce phénomène majeur est occulté, les hommes ne veulent pas en entendre parler. Le désir, c’est leur domaine, exclusivement.

L’histoire de King Kong portant la jeune femme blonde dans le creux de sa main serait la représentation du côté sauvage des femmes, qu’on piège, enferme, exhibe, puis tue quand il se libère de sa cage et détruit tout sur son passage.

La féminité est l’art de la servilité. Prendre l’habitude de se comporter en inférieure, ne pas briller en public, ne pas montrer son intelligence. Pas les grands discours, mais les petites choses, mignonnes, féminines.

Les hommes aiment parler des femmes, ça leur évite de parler d’eux. En 30 ans, aucun homme n’a produit le moindre texte novateur concernant la masculinité. A quand l’émancipation masculine? Bien sûr, c’est difficile d’être une femme: peurs, contraintes, impératifs de silence, limitations imbéciles. Mais il est également difficile d’être un homme: exigences de virilité, de force, de savoir, d’action, interdits des émotions qui, aussi, terrorisent et entravent. Le féminisme est une aventure collective, pour les femmes, les hommes et les autres. Une révolution, une vision du monde, un choix. Il ne s’agit pas d’opposer les petits avantages des femmes aux petits acquis des hommes, mais de tout foutre en l’air. «Meilleure route», écrit-elle en conclusion. On ne saurait dire mieux.

Huguette Junod

Enquête sur la gestion de la pandémie

INTERVIEW

Dans «Planète malade», le journaliste Michel Collon fait le bilan et la critique de la gestion de la pandémie de Covid-19 par les gouvernements occidentaux.

«Planète malade» est le fruit d'un gros travail d'enquête. Pourquoi était-il important de publier un tel ouvrage aujourd'hui?

MICHEL COLLON Cette pandémie est une souffrance infligée à des millions et des millions de gens, qu'ils aient été atteints par le Covid ou qu'ils vivent dans l'angoisse de l'attraper et de le transmettre. Du fait de la mauvaise gestion de la pandémie par nos gouvernants, la population s'est également retrouvée dans une énorme souffrance sociale, économique et financière. Beaucoup de gens ont perdu leur emploi ou sont menacés de le perdre. Beaucoup de petites entreprises ont fermé ou vont devoir fermer.

D'une part, comme simple citoyen, j'étais un peu désemparé au moment de trouver des informations fiables. D'autre part, en tant que journaliste ayant travaillé sur la désinformation, je reconnaissais dans la gestion de la crise par les médias mainstream (grand public et commercial) beaucoup de caractéristiques de ce que j'ai appelé la propagande de guerre. C'est-à-dire ne pas traiter les gens en adultes, écarter les voies dissidentes et certains débats, cacher les intérêts économique et l'histoire de notre système de santé publique. L'Europe occidentale et les Etats-Unis se sont retrouvés avec un goulot d'étranglement dans les hôpitaux. C'est le résultat de quarante ans de néolibéralisme. Il fallait absolument faire le bilan et la critique de cela.

Pourquoi les pays occidentaux ne se sont-ils pas inspirés de ce qui a été fait à Cuba ou au Vietnam pour combattre le virus?

L'Occident, habitué à diriger le monde et à dire aux peuples du Sud ce qu'ils doivent faire, souffre d'une terrible arrogance coloniale et d'ethnocentrisme. Les problèmes sont vus uniquement à travers le prisme de ce qui se passe chez nous, de nos intérêts scientifiques et chercheurs. Le reste nous est inférieur par définition. C'est la trace de cinq siècles de colonialisme et d'une éducation qui a présenté l'homme blanc européen comme supérieur. Richard Horton, rédacteur en chef du *Lancet* -la plus prestigieuse revue scientifique et médicale du monde -, a lui-même dit que des dizaines de milliers de morts du Covid étaient dus à l'arrogance coloniale de l'Occident. Nos gouvernants, médias et certains de nos scientifiques n'ont tout simplement pas voulu écouter l'expérience de la Chine, le premier pays au monde qui a dû affronter ce nouveau virus complexe et déroulant. On aurait dû envoyer directement des chercheurs, des médecins, des sociologues pour aller modestement voir comment les Chinois avaient géré la crise, ce qui avait fonctionné, ce qui avait raté, et en tirer des leçons. Au lieu de ça, l'Occident a dormi pendant deux mois, persuadé que ça n'arriverait pas chez nous.

Certains disent que les pays qui ont mieux géré la crise ne sont pas des exemples car ils sont des dictatures ou des îles...

Cet argument ne tient pas. Pour éviter de mettre en question les dogmes du néolibéralisme, beaucoup de gens veulent se rassurer en se disant qu'il n'était pas possible de faire mieux. A mes yeux, des pays socialistes comme la Chine, Cuba, le Vietnam ou des gouvernements communistes comme le Kerala, ont très bien géré sur la base suivante: prendre le virus au sérieux, prendre des mesures rapides et radicales, réagir dès la première contamination (ou même avant). Ils ont accompagné les mesures d'une mobilisation générale, de la création d'hôpitaux de campagne quand les hôpitaux étaient débordés, de mise en place de tests, de traçages et de quarantaines. A cela s'est ajoutée une dimension sociale et humaine qui a totalement manqué ici, avec des médecins, des étudiants en médecine, des infirmières et de simples bénévoles qui sont allés de maison en maison tester et parler avec les gens, voir comment ils allaient, les aider dans le quotidien. Je crois que les pays socialistes ont obtenu de bons résultats, et cela devrait faire réfléchir



«Il y a une évolution très dangereuse des soins en Occident», explique Michel Collon.

DR

ceux qui manient l'étiquette de dictature pour les définir: les «dictatures» peuvent protéger leur population tandis que des «démocraties» n'y arrivent pas? Cherchez l'erreur...

Le fait d'être une île peut aider mais n'est pas un critère décisif. La Grande-Bretagne est une île et la situation y est catastrophique. Quant à la Nouvelle-Zélande, qui a très bien géré, elle a comme les autres pays des échanges internationaux et des risques. Avec la globalisation, plus aucun pays n'est une île. Par ailleurs, certains pays d'Asie comme la Corée du Sud et Singapour, qui ne sont pas des îles et qui sont des démocraties selon les défenseurs du système capitaliste, ont également bien géré. Premièrement, car ils n'avaient pas cédé à la frénésie néolibérale de démantèlement des services de santé et de prévention. Et deuxièmement, parce qu'ils avaient tiré les leçons de l'épidémie de SRAS en 2003.

Dans les pays occidentaux, après un an de pandémie, les gouvernements sont en train de perdre la confiance d'une partie importante de la population. Pourquoi?

Pour plusieurs raisons. Premièrement, parce qu'ils ont dit pendant deux mois que le virus n'arriverait pas chez nous et qu'il ne fallait pas s'inquiéter. Ensuite, que le virus allait arriver mais qu'on était prêts, qu'on avait des masques et des tests, ce qui était faux. Puis ils ont dit que les masques ne servaient à rien, ensuite qu'il fallait les porter, puis ils ont exagéré en les faisant porter même en plein air.

Deuxièmement, pour casser l'épidémie, il aurait fallu tout arrêter radicalement pendant quelques semaines, tracer et tester tout le monde, placer les gens atteints en quarantaine et redémarrer l'économie avec les autres. Au lieu de faire ça, les gouvernements occidentaux ont pris des demi-mesures sans arrêter le travail dans le but de protéger les intérêts financiers des grandes entreprises et des grandes multinationales. En Italie, la carte des contaminations et des morts correspond exactement à celle des zones où le patronat italien rassemblé dans le groupe Confindustria appelé à maintenir le travail et à faire pression sur les travailleurs pour qu'ils continuent à aller travailler.

Pourquoi aurait-il fallu fermer les usines si l'essentiel des contaminations se fait dans le cercle privé?

Mais les gens qui contaminent leur famille ont bien dû attraper le virus quelque part! En Belgique, l'inspection du travail a constaté qu'une entreprise sur deux n'était pas en ordre avec les mesures de distanciation et de protection, mais il n'y a quasiment pas eu de sanctions. C'est business as usual.

D'après votre enquête, la dimension de proximité et de prévention des systèmes de santé a été déterminante dans les pays socialistes.

Il y a une évolution très dangereuse des soins de santé en Occident. Les grandes entreprises, les multinationales, les intérêts boursiers et financiers sont à la recherche de nouvelles sources de profit. Pour cette raison, on marchandise le sport, la culture, l'enseignement, et bien entendu la santé. Les gens paient de plus en plus pour la santé alors qu'elle devrait être gratuite. C'est la condition pour une bonne santé publique. Beaucoup d'argent public est donné au Big Pharma tandis que les grands hôpitaux sont transformés en boîte à fric où il faut traiter le plus de patients possible pour le plus de choses possibles et le plus rapidement possible. Cette évolution a détruit la qualité alors même qu'il y a énormément de progrès technologiques et scientifiques. La santé devrait être considérée comme un droit, or elle devient une marchandise.

Est-ce que les gouvernements ont appris quelque chose de la première vague?

Pas l'essentiel. Je pense que c'est une grosse erreur de ne pas traiter la pandémie très vite et très fort. Réagir vite et fort, pour casser la contamination. Il y aurait dû avoir une stratégie rapide et globale, qui ne se donne pas pour but de contrôler plus ou moins le nombre de malades. Mais de casser la chaîne de transmission et de supprimer totalement, même si c'est de manière temporaire, la maladie sur le territoire.

Un an plus tard, on a cependant des connaissances plus précises sur comment le virus se propage. Dans les hôpitaux, on sait mieux comment empêcher la maladie de devenir très grave et

comment sauver les gens, donc les hôpitaux sont moins engorgés.

Quelle est votre position au sujet de la vaccination contre le Covid?

Je pense que l'affaire du vaccin illustre encore et malheureusement tous les défauts de la gestion capitaliste des problèmes de santé et de la gestion occidentale du Covid. Premièrement, pour ne pas arrêter l'économie et ne pas prendre les mesures radicales nécessaires, on a dès le début imposé dans la population l'idée que le vaccin était la seule solution et allait tout résoudre. Je ne suis pas anti-vaccins, les vaccins ont sauvé énormément de vie face à certaines maladies. Mais l'histoire montre que pour être «safe», un vaccin comme un médicament a besoin de longues expériences de vérifications qui doivent être évaluées non pas par ceux qui le produisent et le vendent mais par des contrôles extérieurs.

Deuxièmement, on a privilégié les vaccins de firmes occidentales qui reviennent très cher à cause du processus de fabrication, de conservation et... à cause de la soif de profit des multinationales pharmaceutiques! Celles-ci sont terriblement intéressées à nous vendre le plus cher possible un vaccin qui n'est peut-être pas fiable et qui ne suffira en tout cas pas à résoudre tous les problèmes. Clairement, il y a eu une guerre commerciale autour du vaccin. C'est absolument scandaleux que la santé, que la survie sociale et psychologique de millions de gens soient dépendantes du fric d'actionnaires et de spéculateurs. L'affaire des vaccins confirme que la santé doit devenir un service public, comme le dit Jean Ziegler. Le Big Pharma doit être nationalisé.

Face à tout ce que vous décrivez, le citoyen est un peu démuni.

C'est vrai que la situation est très angoissante. Mais ce qui a été très encourageant, ce sont les élans de solidarité, le dévouement des infirmières, des soignants et des autres métiers importants dans la vie sociale. On a bien vu à ce moment-là qui est essentiel. La population aussi était très solidaire. On a vu des pays socialistes ou à tendance progressistes capables de bien gérer la pandémie et on a vu que des soins de santé publique basés sur le principe de précaution et pas sur l'intérêt commercial étaient performants. Il y a des raisons d'apprendre et de s'inspirer de cela. On a vu des pays comme Cuba, petit pays pauvre placé sous une guerre économique menée par les Etats-Unis avec la complicité de l'Europe, capable malgré tout d'envoyer des équipes médicales même en Italie. Tout cela donne des raisons d'espérer, à condition de réfléchir aux leçons que nous devons tirer de ce qui s'est passé.

En Suisse romande, la RTS a été condamnée par l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (l'AIEP) pour sa couverture biaisée de l'envoi de médecins cubains à l'étranger. Qu'en pensez-vous?

C'est très positif. Je pense qu'il faudrait déposer des plaintes et essayer d'obtenir le même genre de décision en France et en Belgique. Et je crois surtout que chacun doit faire pression sur les grands médias pour les obliger à ouvrir le débat y compris à des opinions qu'ils ne partagent pas. Ça ne va absolument pas ce conformisme: dans les grands médias, on ne peut débattre que si l'on est d'accord sur l'essentiel. Comme je ne me fais pas d'illusions sur un changement rapide sur ce plan, je pense que chaque citoyen doit en tirer la leçon que c'est à lui de faire l'information, de diffuser ce qu'il estime valable et sérieux, de se poser des questions, de participer à des discussions y compris sur les aspects scientifiques pour essayer de bien comprendre et de favoriser sur tous les plans la liberté de débat. Allons-nous être capables d'assurer le droit à une information valable? ■

Propos recueillis par

Amanda Ioset

Michel Collon, *Planète malade*, Investig'ation, 2020.

L'Indonésie si répressive et écocidaire

HISTOIRE • Un enjeu méconnu relatif à l'accord de libre-échange avec l'Indonésie est constitué par l'occupation de la Papouasie occidentale. Eclairages en marge de la votation du 7 mars.

Vous aurez certainement déjà remarqué sur une carte l'île de la Nouvelle-Guinée, coupée en son milieu par une ligne quasiment verticale. Cette frontière tracée à la règle - héritage tristement typique de l'époque coloniale - sépare conventionnellement le continent asiatique de l'Océanie. A l'est de cette frontière se trouve l'Etat indépendant qu'est la Papouasie Nouvelle-Guinée. La partie ouest de l'île est rattachée à l'Indonésie.

Ne vous êtes-vous jamais interrogés sur l'étrangeté de cette frontière? Elle est en fait parfaitement artificielle. A l'est comme à l'ouest, vivent les Papous, un peuple autochtone de culture mélanésienne. Ils sont apparentés malgré une très grande diversité culturelle et linguistique. Et la frontière officielle passe souvent au milieu de villages. Il ne s'agit pas que d'un découpage arbitraire: la situation de la Papouasie occidentale est celle d'une occupation coloniale brutale, peu connue. Mais qui devrait l'être, au même titre que celle de la Palestine et du Sahara occidental. Elle a ainsi fait près de 400'000 morts, sur une population qui est aujourd'hui de 3,5 millions d'habitants.

Une puissance d'occupation

Le rattachement de la Papouasie occidentale à l'Etat indonésien ne repose sur aucune légitimité hormis celle issue de la force des armes. L'Indonésie, ancienne colonie hollandaise, occupe militairement la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée en 1962 - sous contrôle hollandais jusque-là - et l'annexe de force. Ceci contre l'avis de son peuple, qui résista immédiatement à cette nouvelle occupation. La partie orientale de l'île était alors sous mandat de l'Australie, jusqu'à son indépendance en 1975. Suite à un accord conclu entre les USA, les Pays-Bas et l'Indonésie (sans aucun représentant du peuple de Papouasie occidentale), un référendum d'autodétermination devrait être organisé, pour que le peuple de Papouasie occidentale puisse décider

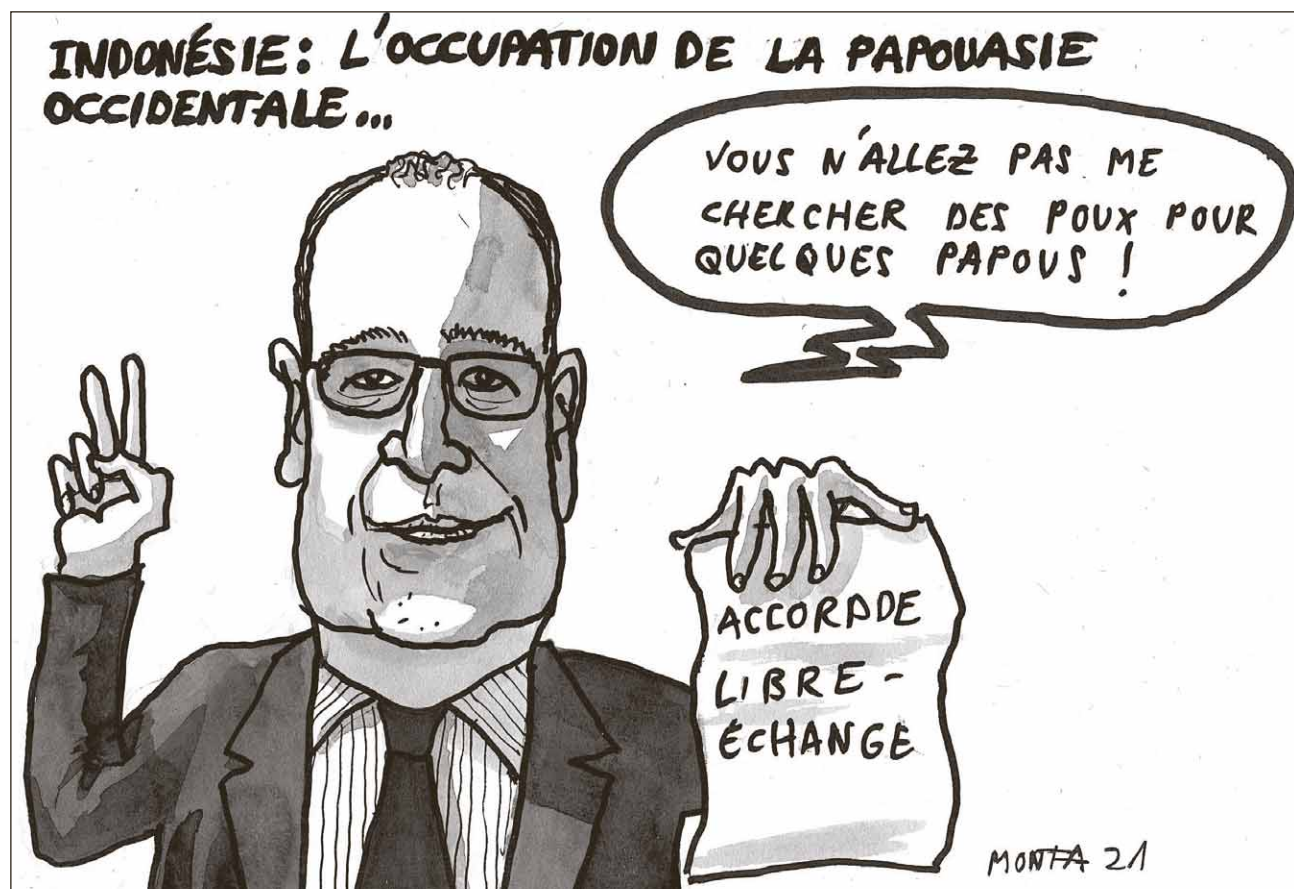
de son avenir. Jusque-là, la région serait administrée par l'Indonésie, sous mandat de l'ONU.

Mais l'Indonésie se comporte de fait comme une puissance occupante. Si le gouvernement indonésien eut jamais l'intention de tenir parole, cette perspective devint caduque avec le coup d'Etat du général Soeharto (ou Suharto), de sinistre mémoire. Il commença son règne de terreur avec un véritable génocide dirigé contre ce qui était alors le plus grand parti communiste du monde capitaliste. Il réprime également dans le sang la résistance papoue.

Le dictateur Soeharto organise un scandaleux simulacre d'autodétermination en 1969: 1054 chefs triés sur le volet se voient obligés de se prononcer pour le rattachement à l'Indonésie sous la menace des armes des soldats de l'armée d'occupation. Depuis, la Papouasie occidentale vit sous une chape de plomb: occupation militaire, loi martiale de fait, politique raciste de discrimination envers les Papous, assimilation forcée, innombrables exactions de l'armée indonésienne, qui n'a pas hésité à exterminer des villages entiers... Malgré la brutalité de la répression, l'Organisation pour une Papouasie libre n'a jamais cessé la guérilla contre l'occupant.

Exactions et déforestation

Si la dictature n'est plus, l'Indonésie ne peut guère être qualifiée de démocratie de nos jours, et les méthodes héritées de Soeharto demeurent. Ce qui est vrai du pays entier l'est a fortiori pour la Papouasie occidentale. Malgré une éphémère tentative de dialogue, la répression n'a jamais cessé. Cette partie reste toujours soumise à une occupation coloniale, difficilement accessible aux étrangers et à la presse. L'armée indonésienne y continue ses exactions: répression violente, assassinats, torture... C'est que cette moitié de l'île de la Nouvelle-Guinée possède de grandes richesses naturelles: plus grande mine d'or du monde, colossales réserves de



cuire, nickel, cobalt...

Des richesses que l'élite indonésienne ne compte nullement laisser au peuple autochtone à qui elles reviennent pourtant de droit. Ces ressources naturelles sont soumises à un véritable pillage au profit de compagnies minières. Avec des ravages irréparables causés à l'environnement. La forêt vierge de Papouasie occidentale - avec la biodiversité inestimable qu'elle abrite - se voit défrichée à large échelle, et les populations autochtones expulsées de leurs terres ancestrales, pour laisser place aux monocultures à échelle industrielle, notamment celles des palmiers à huile.

Etat autoritaire, répressif et cleptocrate

Malgré la répression, le peuple de Papouasie occidentale n'a jamais abandonné sa lutte. Celle-ci est même passée à un niveau qualitative-

ment supérieur. En plus de la guérilla à une échelle limitée, il existe un mouvement de protestation massif, dans les villes de Papouasie occidentale comme dans le reste de l'Indonésie, des mobilisations de la diaspora et des efforts à trouver des appuis diplomatiques à l'étranger. En 2014 fut fondé le Mouvement uni pour la libération de la Papouasie occidentale, un mouvement politique indépendantiste, et plus seulement de guérilla.

Le 1^{er} décembre, il adopte une Constitution provisoire pour une future République de Papouasie occidentale. Et fait de Benny Wenda, le président d'un gouvernement provisoire en exil (que l'Indonésie s'est évidemment empressée de déclarer illégitime). Le but de ce gouvernement est de parvenir à un référendum d'autodétermination, visant à donner naissance, selon Benny Wenda au «premier Etat vertau monde et un

modèle de droits de l'homme - à l'opposé des décennies de colonisation indonésienne sanglante».

S'il n'y avait pas déjà plus de raisons qu'il n'en faut pour rejeter l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, c'est qu'il contribue à favoriser le pillage colonial et écocidaire de ressources naturelles appartenant de droit à un peuple soumis à une occupation illégitime. Si le Conseil fédéral avait le moindre égard pour les valeurs dont il se réclame, il dénoncerait cette occupation, plutôt que de faire hypocritement des affaires avec la puissance occupante. Tout anti-impérialiste conséquent, ou même quiconque considère que le droit des peuples à l'autodétermination n'est pas qu'un vain mot, doit soutenir la légitime exigence du peuple de Papouasie occidentale de faire enfin usage de ce droit. ■

Alexander Eniline

L'affaire Koufontinas fait trembler l'Etat de droit

GRÈCE • Condamné à la perpétuité, Dimitris Koufontinas, membre du groupe révolutionnaire du 17-Novembre, est en grève de la faim depuis le 8 janvier. Cette affaire politico-judiciaire qui implique le sommet de l'exécutif illustre une dérive autoritaire du pouvoir.

Chaque heure le rapproche de la mort. Après cinquante-cinq jours de grève de la faim, Dimitris Koufontinas se trouve dans un état de santé critique. Placé en soins intensifs à l'hôpital de Lamia, dans le centre du pays, le détenu refuse de s'alimenter et de s'hydrater. Sous perfusion, il pourrait devenir le premier prisonnier à mourir des suites d'une grève de la faim en Grèce. Condamné onze fois à la perpétuité en 2003, pour terrorisme et assassinats au sein du groupe révolutionnaire du 17 Novembre (17 N), Dimitris Koufontinas purgeait depuis deux ans sa peine dans la prison rurale de Volos.

Mais, en décembre 2020, le gouvernement conservateur de la Nouvelle Démocratie votait une loi interdisant les condamnés pour terrorisme à purger leur peine dans ce type d'établissement. «Cette loi, qui s'apparente à une disposition ciblée

car Dimitris Koufontinas était le seul prisonnier dans ce cas-là, stipule que le détenu doit être renvoyé au centre pénitentiaire d'origine», décrypte Anastassia Tsoukala, juriste criminologue.

«Une vengeance»

Koufontinas ne verra pas Korydallos, en banlieue d'Athènes, où il avait passé ses seize premières années de détention. Il est transféré à la prison de haute sécurité de Domokas et entame le 8 janvier une grève de la faim, la cinquième depuis le début de sa détention. «Il y a une triple responsabilité de l'Etat: une loi ciblée, une violation de cette même loi, puis une privation des droits du détenu», résume Anastassia Tsoukala.

Les autorités invoquent des raisons sanitaires et sécuritaires, mais l'avocate de Dimitris Koufontinas, Ioanna Kourtovik, dénonce auprès de

l'Humanité «une gestion personnalisée et ciblée, et une série d'actions illégales à l'encontre de sa personne». L'homme de 63 ans est le dernier membre du 17 N à assumer la responsabilité d'un groupe ayant commis 23 meurtres et une centaine d'attaques entre 1975 et 2002.

L'affaire politico-judiciaire se dote d'une connotation personnelle jusqu'au sommet de l'Etat qui déteint sur le traitement du détenu, estime Ioanna Kourtovik. Parmi les victimes du 17 N, figure Pavlos Bakoyannis, député de la Nouvelle Démocratie, mais aussi beau-frère de l'actuel premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, et père de l'actuel maire d'Athènes, Kostas Bakoyannis.

«Il y a une vengeance à l'encontre du prisonnier venant directement du gouvernement», fustige l'avocate de Dimitris Koufontinas. «L'Etat de droit vole en éclat», alerte la juriste

Anastassia Tsoukala. Pour Giannis Kouzis, doyen de la faculté de sciences politiques à l'université Pantheon d'Athènes, «il ne faut pas négliger la stratégie politique du gouvernement. La dégradation de la situation pourrait provoquer des violences qui serviraient de justification à la mise en place de nouvelles mesures sécuritaires».

«Le silence comme seule réponse»

Depuis son élection en juillet 2019, le gouvernement conservateur n'a eu de cesse de poursuivre une politique autoritaire. Il y a un parallèle entre le gouvernement actuel et la période de la dictature en matière de répression et de droits de l'homme», juge l'universitaire. Malgré des sensibilités politiques différentes, plusieurs ténors du barreau d'Athènes se succèdent pour demander à l'Etat de respecter les droits du détenu. Tous les

partis d'opposition de gauche, de Syriza au Parti communiste grec (KKE), interpellent le gouvernement. Pétitions d'universitaires et de juristes se multiplient et la présidente de la République hellénique a été personnellement sollicitée. «Le silence comme seule réponse», déplore Ioanna Kourtovik.

Les rassemblements à Athènes ont pris de l'ampleur ces derniers jours. Des milliers de personnes ont défilé, le 1^{er} mars, dans la capitale et de nouvelles mobilisations sont attendues dans les prochains jours. En parallèle, des milliers d'utilisateurs sur Facebook ont aussi interpellé la présidente de la République, Katerina Sakellaropoulou, alors que plusieurs journalistes ont vu leurs comptes bloqués après avoir publié textes et photos sur le sujet. ■

*L'Humanité
Athènes (Grèce), correspondance.*

Flux de vie et de mort

CINÉMA • «This Rain Will Never Stop» piste un exilé syrien remontant aux sources de funérailles paternelles. «Ghosts» se fait le sismographe de femmes enténébrées, sacrifiées et sous pression au cœur d’Istanbul. A découvrir en ligne dans le cadre du FIFDH.

Le film *This Rain Will Never Stop* de la cinéaste ukrainienne Alina Gorlova se concentre sur un exilé syrien fuyant les exactions de son pays pour la cité natale de sa mère, Lysychansk, sur sol ukrainien. Andriy Suleyman, 20 ans, retrouve sa famille éclatée entre l’Irak, la Syrie, l’Allemagne et l’Ukraine. Pour servir la communauté, le jeune homme est devenu membre volontaire d’une Croix-Rouge célébrant alors son centenaire. Les images aux échos par instants bibliques invitent à «partir au pays de l’aurore obscure. Des tombes donc et du chaos, du clair-obscur» (*Le Livre de Job*).

Mouvements éternels et paradoxaux

Fragmenté en neuf chapitres, le documentaire entrelace des paysages lumineux expérimentaux et des portraits en ces parties narratives. Ainsi, on suit les voyages d’Andriy en Ukraine, fournissant une aide matérielle aux civils, en Allemagne pour les noces de son frère, en Irak pour de poignantes retrouvailles avec son oncle et de retour à la frontière syrienne, accompagnant le corps du père défunt. Mais cette trame narrative semble moins compter qu’une évocation des flux éternels architecturant les cycles de vie et de mort.

Il y a d’abord les défilés géométriques alignant les fantassins reprenant en chœur le slogan militaire typique «Gloire Gloire Gloire» de l’armée loyaliste ukrainienne. Les lignes des soldats semblent prises dans un inexorable mouvement de houle. Puis les Street Parade sanctifiant la paix et le respect arc-en-ciel. Aussi, tous ces éléments opposés - les gens, les tanks, les danseurs folkloriques, les défilés militaires et la mission humanitaire, les réfugiés et les parades de rue - «dansent ensemble, vont dans un même mouvement. Dans un seul courant de la rivière. C’est le mouvement. Et la migration en fait partie.»

Histoire d’eaux

Le motif du flux liquide est essentiel dans cette réalisation aux allures d’eau-forte. Ceci jusque dans son monochrome noir-blanc crépusculaire digne des images de paysages industriels minéralisés du Nord de la France signées par le photographe d’origine tchèque Josef Koudelka. «Le noir et blanc est littéralement *hors du temps* et la couleur de la mémoire est grise», précise la cinéaste. Quitte à dramatiser certains tableaux - la fête du Nouvel an Kurde sur un haut plateau - pour faire sourdre le tragique derrière le festif.

Dans l’opus, l’eau est associée à plusieurs expressions que l’objectif restitue épisodiquement



Une sidérante odyssée dans le cycle sans fin de la guerre et de la paix. La famille d’Andriy Suleyman vit à Lysychansk, proche des lignes de front les plus violentes en Ukraine.

DR

de manière charbonneuse, émotive. Se succèdent des plans sur un espace lacustre désolé jouxtant un complexe industriel, de fortes pluies, une rivière tourbillonnante et huileuse. Sans taire la pudique et décadrée toilette d’un père défunt bientôt emmailloté dans son linceul à la morgue. On songe aux univers cinématiques picturaux, telluriques et texturés des réalisateurs Andrei Tarkovsky ou Peter Mettler. «L’eau est la principale métaphore du film. J’y explore la philosophie d’Héraclite. Et sa célèbre thèse faisant de la guerre la figure paternelle et royale de tout. Je l’ai donc intégrée d’une manière singulière», confie encore la réalisatrice.

Fantômes civils

«La nuit semble un poing géant qui resserre son étreinte sur la ville pétrifiée, la prenant dans un sommeil ressemblant au coma», peint l’écrivaine et journaliste stambouliote exilée en Allemagne, Asli Erdoğan (*Le Silence même n’est plus à toi*). Mais la nuit peut aussi se révéler un moment d’échappée belle pour une adolescente à la dérive éclairant sa chorégraphie dans les décombres à la

leur de son smartphone dans *Ghosts*.

Signée Azra Deniz Okyay et ayant décroché le Grand Prix à la dernière Mostra de Venise, cette fiction se déroule sur une unique journée. Un «effondrement» a lieu, une crise électrique nationale (black-out) attribuée officiellement à des éléments terroristes alors que des émeutes invisibles à l’écran éclatent. L’intrigue chorale suit quatre personnages d’horizons différents. Ils sont pris dans les mailles d’un trafic de drogue, de survie et d’histoire d’amour-haine dans les ghettos d’Istanbul. Il y a notamment l’ado fougueuse et jalouse Dilem (Dilayda Gunes en état de grâce) se rêvant danseuse et Iffet (remarquable Nalan Kurucim), une femme de ménage des rues poussée aux extrêmes lorsque son fils incarcéré a besoin d’argent pour payer sa sécurité. Le filmage les capte au plus près des visages et corps dans une pulsation quasi roh-mérienne. A l’écriture qui a duré six ans et au tournage de 17 jours, «je me suis sentie hyperactive, en urgence comme Jack Kerouac de la Beat Generation. A dire simplement: *Nous essayons de survivre. Nous sommes en train de disparaître. Que sommes-nous? Des fantômes?*», pose la réalisatrice. De

Kerouac, elle a retenu le fait de suivre le rythme, la fougue et la tension de ce qui se veut être une transcription sans fard et à chaud de la réalité.

Hanté par les rumeurs des hélicoptères de la police, voici un portrait réussi des tensions traversant une société mettant à mal des femmes de générations contrastées. «J’ai été inspirée par nombre d’entre elles aux vies empêchées, niées, oubliées, harcelées et précarisées. Mais nous n’avons pas peur de réitérer ces vérités face aux pressions sociales. Il existe ainsi une communauté LGBTQI+ très créative malgré les contraintes», relève la cinéaste. Ainsi le film présente la refiguration d’une manifestation de soutien à Nevîn Yıldırım condamnée à la prison à vie pour le meurtre d’un homme en août 2012. Ce dernier l’avait abusée, violente, mise enceinte sans qu’elle puisse avorter. Et porté atteinte à sa dignité, son honneur et sa réputation. Cette affaire a attiré l’attention du public turc et fortement mobilisé des groupes de défense des droits des femmes. ■

Bertrand Tappeot

This Rain Will Never Stop et *Ghosts* visibles sur fifdh.org jusqu’au 14 mars.

Les bonnes recettes managériales

MÉDIAS • Le langage patronal s’immisce dans nos assiettes cathodiques. Même à faible dose, il laisse un drôle de goût à «Top Chef».

Populaire et divertissant, le concours culinaire télévisé du groupe M6, *Top Chef* semble avoir trouvé la recette du succès. Le 10 février, l’épisode d’inauguration de sa 12^e saison a été regardé par plus de 3 millions de foyers en France. Soit la deuxième émission la plus suivie ce soir-là (*20 Minutes*, 11.02). En Suisse, la chaîne du groupe français affichait récemment d’importantes parts de marchés (13.6%), y compris chez les jeunes, où elle tenait la deuxième place derrière la RTS (27.5%). Il est donc probable que le programme ait également trouvé un public en terres helvétiques (RTS 8.07.20). Si ses principaux ingrédients relèvent de l’art culinaire, avec conseils et recettes de Chefs, d’autres moins présents, en apparence, concernent celui de gouverner. Même à faible dose, ils pourraient laisser en bouche un goût amer.

L’esprit d’équipe

L’émission consiste en des jeunes professionnels.le.s de la cuisine s’affrontant dans la réalisation de divers plats pour devenir le.la *Top Chef* (au sommet en anglais). C’est là l’une des particularités du programme. Contrairement à la majorité des concours télévisés auxquels partici-

pent des amateur.trice.s, celui-ci voit s’affronter des profils professionnels, reflétant un ensemble d’éléments caractéristiques du monde du travail.

Après des épreuves sélectives, les personnes retenues intègrent des brigades – terme d’origine militaire désignant la hiérarchie du personnel d’une cuisine. Elles sont dirigées par des Chefs réputés qui les coacheront tout au long de la saison. Faisant office d’équipes, ces brigades réalisent un plat qu’elles soumettront à des chefs étoilés invités pour l’occasion. Au cours de la préparation, le coaching effectué par les chefs à la tête de chaque brigade n’est pas sans rappeler le monde de l’entreprise. Et ses techniques de gouvernance, qualifiées de nos jours de management.

A l’instar d’un dirigeant de startup, tantôt le chef appellera les membres de sa brigade à faire preuve de cohésion, d’esprit d’équipe, à communiquer, tantôt il vantera les mérites d’imposer ses idées et de prendre le *lead* (conduite). Et les candidat.e.s ne s’y trompent pas. «Le chef c’est le patron, il faut l’écouter», confie l’un d’eux. Ces conseils s’accompagnent d’encouragements qui marquent parfois de manière infantilissante le rapport de subordination. Ils vont de «Allez c’est bien! Bravo!» à «Donnez tout les enfants».

Chaque chef a son style patronal allant du paternalisme bienveillant au rudolement viriliste. Ce rapport de domination en vient parfois à ruisseler et à s’établir entre candidat.e.s d’une même équipe. Il faut dire qu’à ce stade, les personnes participantes sont dans le même bateau. Les brigades, dont les plats n’occuperont pas les meilleures places du classement, devront se soumettre à d’autres épreuves pour «rester dans le concours». On serait tenté de dire compétitifs...

Mériter sa place

En effet, les membres des équipes non-qualifiées ont dans un deuxième temps à s’affronter, mais entre eux.elles (ou en sous-équipes en fonction de l’avancement de la compétition). Cette fois, ce seront les coachs des brigades perdantes qui évalueront à l’aveugle les plats préparés par les candidat.e.s, comme pour détecter celles et ceux qui méritent le moins leurs places. A l’issue de cette épreuve, les préparateurs.trices des mets les moins bien notés devront se soumettre à une ultime épreuve dite de «la dernière chance», où ils.elles risquent l’élimination.

Précisions que si dans une brigade plusieurs personnes ne se qualifient pas c’est au chef de

décider arbitrairement qui la subira. Les individus restants sont alors dit sur la sellette – terme judiciaire ancien qui renvoie au siège sur lequel était assis l’accusé. Ils doivent alors proposer un dernier plat aux chefs. Le verdict tombe et la préparation qui n’est pas retenue envoie celui ou celle qui l’a préparée vers la sortie. «Vous pouvez quitter les cuisines», lui intime-t-on, selon la tournure usuelle qui n’est pas sans inspirer la mise en scène d’un licenciement.

Méritocratie

D’épisode en épisode, au travers d’une lutte de tous contre tous, une sélection par les chefs et/ou coach s’opère jusqu’à ce qu’il ne reste que deux candidat.e.s. Pour déterminer qui est au top, ils.elles formeront des brigades composées des individus non retenus qui feront office de commis ou de seconds. Recomposant ainsi la véritable hiérarchie de brigades lancées dans une ultime bataille pour les cimes d’une pyramide sociale, qui prétendent que les meilleurs sont au sommet, et qu’un clergé fait intérioriser au moins bons, par une messe télévisée à la saveur «managériale». ■

Jorge Simao

Féerie de couleurs à L'Hermitage

EXPO • La Fondation lausannoise présente l'extraordinaire et très riche collection d'art privée du collectionneur argentin Georges Bemberg.

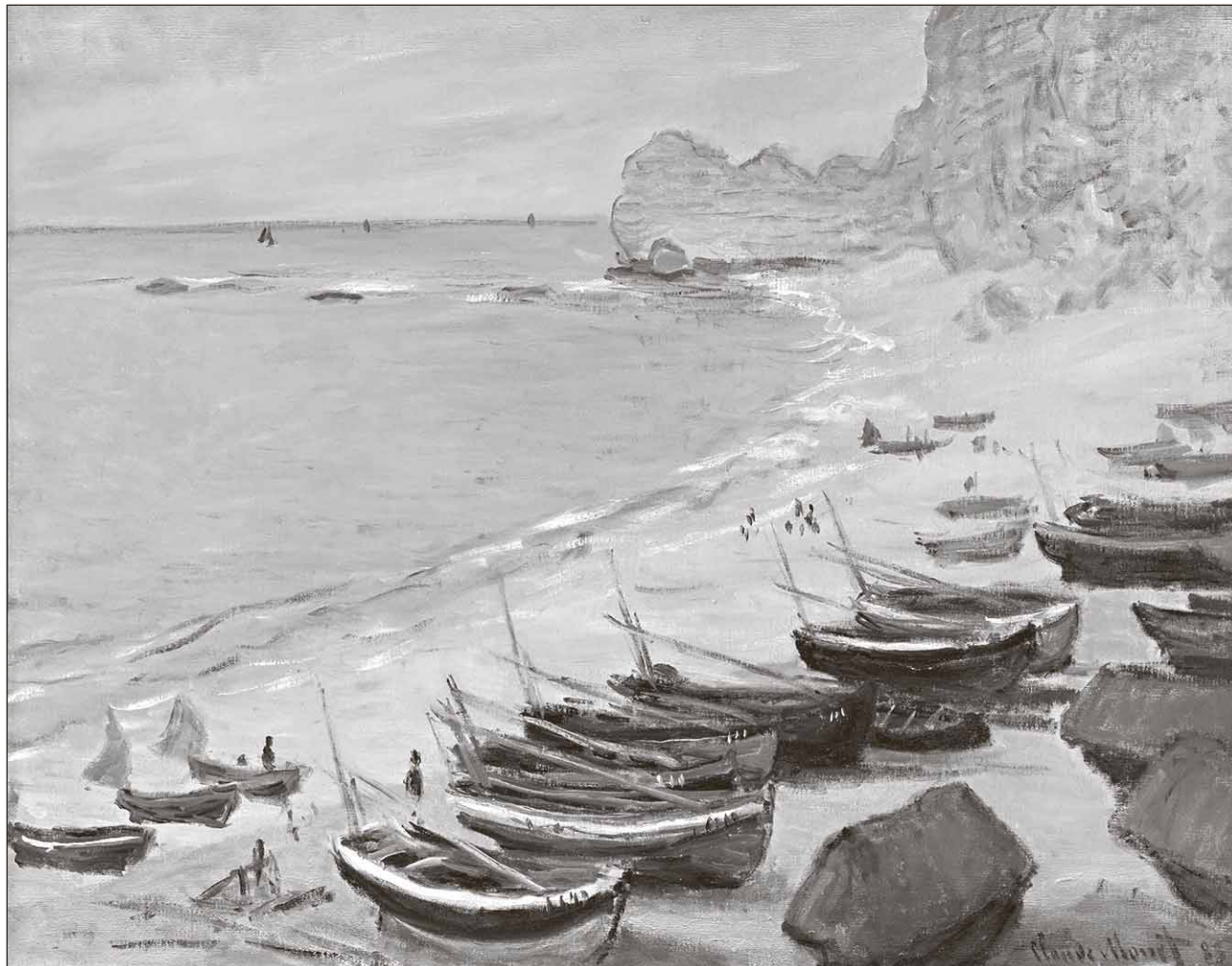
C'est avec plaisir que nous reprenons nos articles consacrés aux arts visuels, après la longue disette culturelle imposée par le Covid-19. Et ce retour se fait en fanfare, avec une exposition d'une qualité exceptionnelle, qui rencontrera à coup sûr un très large succès public, tant auprès des connaisseurs que des simples amateurs de couleurs et de beauté.

La collection, présentée pour la première fois *extra muros*, est liée au nom de Georges Bemberg (1915-2011). Sur cet homme très discret, issu d'une famille d'industriels allemands établis vers 1850 en Argentine, on sait peu de choses, sinon qu'il fut un pianiste talentueux et qu'il fréquenta les milieux intellectuels. Désireux de mettre sa très riche collection d'objets d'art à la disposition du public, il en fit don de son vivant à la Fondation Bemberg à Toulouse, où il s'était établi. Celle-ci y est visible depuis les années 1990 dans un bel hôtel particulier. C'est la première fois qu'elle est présentée à l'extérieur!

Grands maîtres de la peinture

La visite commence par une salle consacrée à la peinture flamande et française des 15^e et 16^e siècles, à travers un ensemble de Vierges à l'Enfant et de portraits, dont celui, particulièrement remarquable, de Charles IX par François Clouet: saisie psychologique du jeune roi, richesse de ses vêtements brodés d'or. Puis, dans la grande salle du rez-de-chaussée, on passe à la peinture italienne et espagnole des 16^e-17^e siècles. De Véronèse, un puissant *Fauconnier* dont le mouvement est fort bien rendu. Georges Bemberg aimait les peintres vénitiens, particulièrement Canaletto, dont les vues sont toujours d'une extraordinaire précision un peu froide, et Guardi, à la touche plus vibrante.

Avec la salle suivante, on est dans la peinture allemande: superbe ensemble d'huiles de Lucas Cranach l'Ancien. Ses Vénus ont des corps à la



«Bateaux sur la plage à Étretat», de Claude Monet, 1883.

Fondation Bemberg

fois virginaux et sensuels, ses visages féminins arborent tous la même rondeur et des joues rosées. On prêterait attention à un tableau mythologique, dans le goût de la Renaissance, du même Cranach: *Hercule chez Omphale*, où le héros est transformé en femme à qui l'on va donner une quenouille... Quelle richesse dans les drapés des robes et dans le rendu des chevelures rousses! On pourrait même taxer cette toile de féministe avant l'heure.

Abordant le premier étage de la belle villa de l'Hermitage, on se trouve confronté à deux huiles d'un certain Nicolas Tournier, peintre toulousain dont nous ignorions tout. Une exposition doit aussi inviter à de belles découvertes. Ses paysannes

portant des fruits, peintes vers 1630, malgré leur grâce, trahissent leurs origines populaires par leurs mains marquées par le labeur.

Monnet et Toulouse-Lautrec

L'explosion colorée chez les Impressionnistes, les Symbolistes et les Fauves. C'est à eux qu'est dévolu le premier étage. Le chemin de fer, au 19^e sous le Second Empire, permet aux Parisiens, en tout cas ceux des classes aisées, de se rendre en Normandie sur les plages. Eugène Boudin a peint avec délicatesse ces rassemblements mondains, où les femmes arborent ombrelles et larges robes du style Impératrice Eugénie. De Claude Monet, on admirera *Bateaux sur la plage à Étretat*, alors que la station

balnéaire, hors de la saison touristique, est rendue à ses pêcheurs, sous un ciel voilé. Nul mieux que Gustave Caillebotte, par ailleurs grand amateur d'aviron, n'a traduit sur ses toiles la vibration des effets de la lumière sur la Seine. Si Henri Fantin-Latour est surtout connu pour ses bouquets de fleurs, qui firent son succès, il nous a aussi laissé une œuvre extraordinairement moderne, *La Chaise à la fenêtre*, qui en 1861 annonce déjà Giorgio de Chirico! L'École de Pont-Aven, liée au nom de Gauguin, est aussi bien représentée, à travers des toiles tout en aplats et très colorées de Paul Sérusier. Quant à Odilon Redon, il séduit par ses scènes évanescentes et oniriques, où le pastel se conjugue avec l'huile.

Le deuxième étage est voué aux dessins et pastels. C'est Henri de Toulouse-Lautrec, où l'on sent la rapidité du trait. Ce sont Renoir et Berthe Morisot, bien mis en regard, car tous deux témoignent d'une même sensibilité «féminine», où la douceur s'allie à la délicatesse. C'est la sobriété extrême des dessins d'Amedeo Modigliani.

Néo-Impressionnisme et Fauvisme

Retour à une atmosphère intensément colorée au sous-sol, avec le Néo-Impressionnisme et le Fauvisme. Paul Signac, l'un des grands maîtres du Pointillisme, nous offre une vue admirable du clocher de Saint-Tropez se reflétant dans l'eau, alors que ce joli port était encore l'apanage des pêcheurs, et non de la *jet-set*! Usant de couleurs plus violentes qui annoncent le Fauvisme, Henri-Edmond Cross a représenté, lui, la Chaîne des Maures. Sans allonger, évoquons les Fauves, avec Raoul Dufy, Maurice Vlaminck ou encore Henri Matisse.

L'exposition se termine en apothéose avec un ensemble tout simplement exceptionnel d'huiles de Pierre Bonnard, qui par leur nombre et leur qualité sont au cœur de la collection Bemberg. L'artiste, trop souvent réduit à ses vues d'intérieur si intimes, apparaît ici dans toute la variété de son œuvre. Ses scènes parisiennes ont inspiré les débuts du Cinématographe des frères Lumière, comme l'a bien montré une précédente exposition. Quel éclatement de couleurs – auxquelles Georges Bemberg semble avoir été si attaché – dans ses natures mortes de fruits. Bonnard a aussi superbement peint la Méditerranée et les rochers de la Côte d'Azur. C'est avec raison que la Fondation de l'Hermitage a choisi l'une de ses marines comme affiche pour cette exposition d'une extraordinaire richesse, qu'il faut voir absolument! ■

Pierre Jeanneret

«Chefs-d'œuvre de la collection Bemberg», Fondation de l'Hermitage, Lausanne, jusqu'au 30 mai 2021.

Grégoire Junod, vers de nouvelles solidarités

LIVRE • En course à sa réélection, le Syndic socialiste de Lausanne depuis 2016 livre réflexions politiques et programme de changement, portés par un souffle d'optimisme de la volonté. En recherchant «le monde d'après», il se retrouve lui-même.

L'ouvrage a été conçu juste après les élections fédérales de 2019, qui ont vu une poussée verte au détriment des socialistes et au moment où des jeunes militants circulaient en ville de Lausanne dans le sillage de Greta Thunberg pour défendre le climat. Il se divise en cinq chapitres - Espérer, Entreprendre, Dialoguer, Créer, Bouger - comme autant de promesses performatives. Dans son chapitre d'ouverture de portée générale, l'élus dresse un bilan de sa famille politique en Europe et en Suisse. «Même affaibli, le Parti socialiste suisse se présente moins mal en point que nombre de ses voisins européens. D'un côté, il demeure très minoritaire au niveau national, de l'autre, il dispose de majorités dans la plupart des grandes villes suisses, avec les Verts et parfois également avec l'extrême-gauche comme à Lausanne», souligne l'auteur.

Crise des années 90

Plusieurs pages sont consacrées à la crise quelque peu oubliée des années 90, «quand le taux de chômage dépassait allègrement les 10% dans les villes romandes et quand même une licence uni-

versitaire ne protégeait pas contre le chômage». Une décennie marquée par les plans d'austérité à répétition imposés par le PLR Charles Favre, ministre de l'économie. Pour la droite, l'échappatoire passait par la dérégulation comme le proposait David de Pury dans son *Livre blanc*.

Chantiers fonciers et culturels

Avant la révolution des technologies de l'information et du Net et dans un canton encore largement agraire, c'était une époque d'attaques frontales contre les services publics. Avec notamment la séparation de la Poste en deux entités, combattue en vain par des référendaires de gauche, dont un certain... Grégoire Junod. Ce chapitre initial souligne aussi, sans vraie transition, l'importance actuelle des villes et zones urbaines dans le paysage politique suisse, qui regoupent 70% de la population, «alors qu'elles ne jouissent d'aucune reconnaissance formelle en Suisse». Défendant la «ville des possibles», le syndic lausannois propose de fixer un nouveau contrat social, «qui allie liberté et démocratie, justice sociale et justice climatique».

Pour ce faire, le magistrat affine ses visions pour Lausanne. Il défend l'importance pour les pouvoirs publics d'avoir un contrôle sur le foncier ainsi que sur «les installations et réseaux dans le domaine de l'énergie». D'autres chantiers comme le réaménagement de la verrerie urbaine qu'est la Place de la Riponne, la réduction du bruit ou la limitation de la vitesse automobile à 30km/h la nuit sont aussi abordés. Le sauvetage de Beaulieu, siège pendant près d'un siècle du Comptoir suisse, la mise en place d'un festival bis de la Cité durant la pandémie ou le développement de la cinémathèque suisse à Penthaz et au cinéma Capitole font aussi partie des fiertés de Grégoire Junod.

Abordant les relations longtemps conflictuelles entre le CIO (au temps de son Excellence Juan Antonio Samaranch) et la Ville, il dresse un portrait apaisé de «Lausanne Cité Olympique», du bon partenariat avec le nouveau président du CIO, Thomas Bach, qui s'est notamment manifesté lors des Jeux olympiques de la Jeunesse en 2020. L'auteur défend un sport populaire, facilité par la création de nouvelles infrastructures (patinoire et piscine de Malley,

centre sportif de la Tuilière ou fitness urbain de quartiers).

Convictions et fraternité

Personnage discret dans la vie, Grégoire Junod se dévoile plus personnellement dans une interview finale. Fils d'un théologien et ancien recteur de l'Université de Lausanne, le Syndic a été atteint par une leucémie en 2003, au moment où son épouse Géraldine Savary lui annonçait la naissance prochaine de leur fille. Rétabli, cet homme de convictions (sociales-démocrates) rappelle que l'épreuve du cancer, qui permet une fraternité entre ceux qui en sont atteints, rend tout à la fois «plus solide d'avoir surmonté la maladie, mais fragilisé par la crainte d'une récurrence qui ne se dissipe qu'avec le temps».

Au final, ce livre offre un bon plaidoyer pro domo et pour sa ville, ainsi que pour le volontarisme en politique. Avec une confirmation de son engagement dans les urnes le 7 mars? ■

Joël Depommier

Grégoire Junod, *Etat d'urgence*, préface d'Anne Hidalgo, Ed. Favre, 2021.